REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Interdiction de filmer ?

photo Charles Platiau

Vos profits, nos morts p. 2
Aucun licenciement à Bridgestone ! p. 7
Les travailleurs de la santé après le Ségur p. 9
Le meurtre de Samuel Paty p. 10
Blanquer et le coup de la lettre de Jaurès p. 11
« Charlie hebdo » et Samuel Paty l'ont-ils bien cherché ? p. 12
L'ensauvagement de la police p. 12
Nouvelle-Calédonie : référendum contre l'indépendance p. 14
États-Unis : élection présidentielle p. 17
Pologne : mobilisation contre l'interdiction de l'avortement p. 20
Caucase : guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie p. 22
Friedrich Engels (1820-1895) p. 24
L'attentat islamiste à Vienne p. 28

2273-8762

n° 42 novembre 2020 2 euros

Vos profits, nos morts

Le capitalisme français vacille

Le FMI table sur une chute de 4,4 % du PIB mondial en 2020, preuve d'une récession majeure. Face à la crise économique que la crise sanitaire aggrave, tous les gouvernements impérialistes rivalisent pour ne pas perdre de parts de marché, soutenir leurs grandes entreprises et préserver leur influence dans le monde. Il leur faut en même temps préserver un minimum la santé des producteurs et tenter d'éviter un soulèvement populaire. Mais tous n'ont pas les mêmes moyens. L'écart se creuse entre le capitalisme français et son principal rival européen, sans parler de la Chine.

> *En Europe, le pays qui devrait subir le plus violent décrochage économique cette année est l'Espagne, avec un PIB en baisse de 12,4 %. Mais le choc est aussi douloureux en France, en Italie, au Portugal, en Grèce ou en Belgique (avec des contractions de respectivement 9,4 %, 9,9 %, 9,3 %, 9 % et 8,4 %). L'Allemagne, qui a moins subi la première vague épidémique, devrait encaisser une chute plus contenue de son PIB, à 5,6 %.* (*Les Échos*, 7 novembre)

Après des couvre-feu le 17 octobre qui se sont révélés insuffisants pour faire face à la deuxième vague de propagation du virus sras-cov-2, Macron et Castex ont pris le 28 octobre des mesures de confinement. Une différence majeure avec celui du printemps est l'ouverture des lieux d'études (écoles, collèges, lycées) et l'obligation du travail pour les professions dites « essentielles », confirmant que les ouvriers et les employés souvent mal rémunérés et méprisés sont indispensables.

> *Les guichets des services publics resteront ouverts. Les usines, les exploitations agricoles, les bâtiments et travaux publics continueront de fonctionner. L'économie ne doit ni s'arrêter, ni s'effondrer !* (Emmanuel Macron, 28 octobre)

La priorité budgétaire aux capitalistes et à l'appareil répressif de l'État

Le capitalisme mondial vit à crédit, la France ne fait pas exception. Les capitalistes ont reçu au printemps la promesse de 460 milliards d'euros d'aides en prêts garantis et en subventions puis un « plan de relance » de 100 milliards auquel s'ajoutent 20 milliards d'euros depuis le 4 novembre. Cette dernière somme est essentiellement destinée aux entreprises.

Par conséquent, le budget en cours a été plusieurs fois revu par des « lois de finance rectificatives » et le projet de budget de l'État pour l'an prochain (PLF 2021) est en réécriture permanente. Le gouvernement refuse plus que jamais de taxer les plus riches, *« pour ne pas tuer la relance »* (Bruno Le Maire, 12 octobre). Le déficit public ne pose plus problème quand il s'agit d'aider les patrons des moyennes et grandes entreprises. Il s'élèverait à 11,3 % du PIB pour 2020. La dette publique serait, selon le ministre de l'économie, de 119 % du PIB à la fin de l'année.

Dans le projet projet de budget étatique, les effectifs de police (+1 369) et ceux de de la justice (+1 500) augmentent. Le budget de l'armée est prévu en hausse de 4,5 % pour atteindre 39 milliards d'euros en 2021 et les opérations extérieures (opération « Barkhane » au Sahel notamment) ont droit à une rallonge de 1,6 milliard d'euros en 2020.

Les partis sociaux-impérialistes approuvent le militarisme. Le PCF conseille seulement de revoir la distribution de la manne entre l'arme nucléaire et la guerre conventionnelle.

> *Nous devons avoir une double exigence, maintenir notre souveraineté et notre indépendance : les événements en Turquie nous la rappellent, comme les tergiversations de l'Union européenne et le désengagement des États-Unis. La Turquie est menaçante, elle dispose d'une armée conséquente et forte.* (André Chassaigne, PCF, *Intervention à l'Assemblée nationale*, 30 octobre)

Selon LFI et le PS, ce n'est pas assez.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact , soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK/Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI/France : **groupemarxiste.info**
Site de PD/Turquie : **patronsuzdunya.com**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Ce budget est vanté comme un budget de relance. Il n'en reste pas moins, selon moi, en deçà d'attentes imposées par le contexte. (Alexis Corbière, LFI, *Intervention à l'Assemblée nationale*, 30 octobre)

Face à l'affirmation d'acteurs enclins à remettre en cause les équilibres hérités de la seconde guerre mondiale, les investissements en matière de défense n'ont peut-être jamais autant trouvé leur justification, en tout cas depuis de longues années... L'augmentation du budget ne met pas fin à la permanence de quelques carences... Même si l'effort est indéniable, indiscutable, le budget de la défense reste grevé par un grand nombre d'hypothèques... (Olivier Faure, PS, *Intervention à l'Assemblée nationale*, 30 octobre)

Quant au budget de la Sécu (PLFSS 2021), l'hôpital public sera la victime des exonérations de cotisations sociales patronales et de la montée des dépenses.

Indépendamment des surcoûts liés à la pandémie, près de 10 milliards supplémentaires sont nécessaires par rapport au budget voté pour 2020 (84,4 milliards) afin de couvrir les revalorisations salariales, embauches, le financement des investissements et l'augmentation des charges fixes. Or pour 2021, le PLFSS annonce un Ondam de 92,9 milliards, soit un défaut de recettes de près de 2 milliards. Ce budget ne permet donc pas de financer la totalité des mesures annoncées par le Ségur de juillet 2020 (7,5 milliards), les investissements et reprise de dette (1,6 milliard) et l'augmentation connue de 2 à 3 % des charges fixes hospitalières. Le Parlement vient donc de cautionner par son vote de nouvelles économies imposées à l'hôpital public. (Collectif inter-hôpitaux, *Le Monde*, 6 novembre)

La montée inexorable du chômage et de la pauvreté

Le gouvernement est moins généreux envers les travailleurs, même s'il retarde les attaques contre les retraites et les chômeurs. La composition du « plan de relance » en témoigne.

Un parallèle est fait avec ce qui avait été décidé sous le mandat de Nicolas Sarkozy lors de la crise financière de 2008 : à l'époque les mesures de solidarité comptaient pour 8,3 % du plan de relance, tandis que ce n'est que 0,8 % dans le plan actuel. (*Les Échos*, 7 novembre)

Impact de la crise de Covid-19 sur la valeur ajoutée par branche au mois d'octobre

(en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Perte d'activité en avril	Perte d'activité en septembre	Perte d'activité en octobre	Perte d'activité en novembre
Agriculture et industrie	**15**	**- 31**	**- 4**	**- 4**	**- 5**
Agriculture et industrie agroalimentaire	4	- 10	0	1	0
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	- 21	- 4	- 4	- 5
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 44	- 6	- 5	- 7
Construction	**6**	**- 65**	**- 7**	**- 6**	**- 8**
Services marchands	**57**	**- 27**	**- 4**	**- 5**	**- 17**
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 46	- 8	- 9	- 40
Services financiers et immobiliers	17	- 5	0	0	- 1
Autres services marchands	22	- 30	- 5	- 6	- 12
Services non marchands	**22**	**- 30**	**0**	**0**	**- 5**
Total PIB	**100**	**- 31**	**- 3,5**	**- 4**	**- 12**

Banque de France, 9 novembre 2020

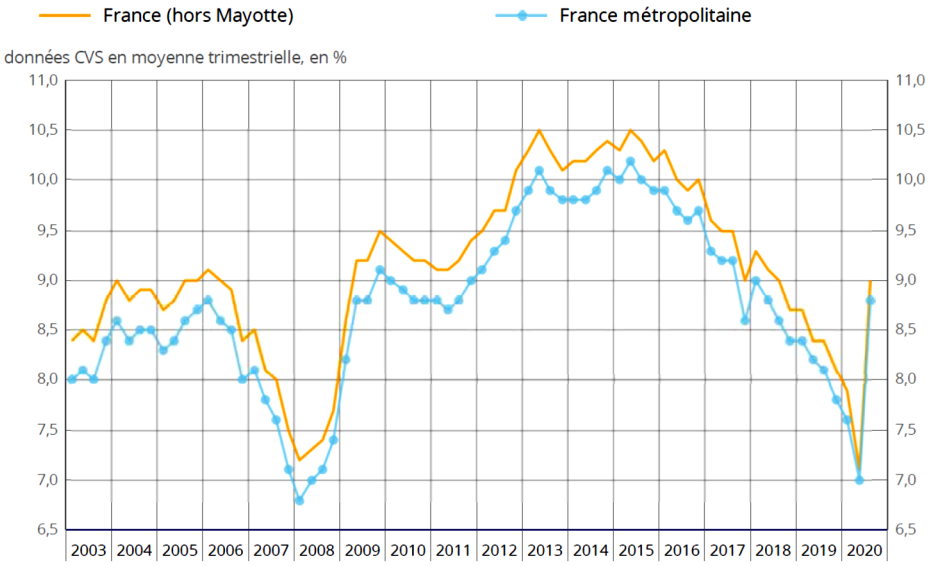
L'État continue à prendre en charge (et à faire prendre en charge par le régime de l'assurance-chômage) 84 % des salaires des travailleurs en « chômage partiel ». En septembre, avant le second confinement, il y avait 1,1 million de salariés dans ce cas (Dares, 10 novembre).

Castex a annoncé le 24 octobre une « aide d'urgence » squelettique de 150 euros par foyer allocataire du RSA (100 euros de plus par enfant) comme pour les 560 000 touchant les APL et les 740 000 étudiants boursiers. Le RSA exclut toujours les moins de 25 ans.

D'importantes suppressions de postes sont annoncées chez Airbus (5 800), Air France (7 700), Renault (4 600), Daher (2 700), Valéo (2 000), Auchan (1 475), Beneteau (700), General Electric (1 225), Latécoère (475), Bridgestone (863)... Depuis mars, 528 plans « de sauvegarde de l'emploi » (PSE), négociés avec les responsables syndicaux, ont été déposés soit 78 % de plus qu'en 2019. Leur nom est mensonger car il s'agit de licenciements collectifs qui n'empêchent pas les patrons de bénéficier des largesses de l'État.

À l'usine Bridgestone de Béthune, le « dialogue social » entre les directions syndicales, le groupe capitaliste, la région et l'État a permis de balader les ouvriers. Au lieu d'organiser le combat sur l'exigence d'aucune suppression d'emplois, de l'expropriation sans indemnité de toutes les filiales du groupe, la recherche d'une « alternative industrielle » à la fermeture du site a été mise en avant. Résultat, après des mois de discussion autour de scénarios divers, la direction de Bridgestone Europe a confirmé le 13 novembre qu'elle fermerait le site, avec ou sans repreneur.

800 000 pertes d'emplois sont attendues fin 2020. Mesuré de la manière la plus restrictive (les critères du Bureau international du travail), le chômage s'élève à presque 2,7 millions de personnes, soit 9 % de la population active au troisième trimestre contre 7,1 % au deuxième (Insee, 10 novembre). Si on mesure plus largement (catégories A, B et C de Pôle emploi), on arrive à presque 5,8 millions de chômeurs au troisième trimestre (Dares, 27 octobre).



Taux de chômage au sens du BIT, Insee, 10 novembre 2020

La perte de revenu au cours du premier confinement a frappé 44,8 % des travailleurs salariés et indépendants du bâtiment, 36,5 % des aides à domicile, 31,4 % des agents de nettoyage... (Dress, 9 octobre). Les femmes sont particulièrement touchées par l'arrêt de l'activité des hôtels, des restaurants, des petits commerces.

La crise économique et sanitaire a conduit plus d'un million de personnes sous le seuil de pauvreté, ce qui fait un total de 10,3 millions vivant avec moins de 1 063 euros par mois. Les plus démunis renoncent aux soins et sont mal nourris. Les demandes de revenu de solidarité active (RSA) augmentent de 10 % depuis le printemps, les distributions de nourriture par les associations explosent, y compris pour les étudiants pauvres dont beaucoup ont perdu leur emploi.

> *Intérimaires, autoentrepreneurs, travailleurs au noir, étudiants, seniors, retraités... Un tout nouveau public peu familiarisé risque de basculer de la précarité vers la pauvreté.* (*Le Monde*, 7 octobre)

300 000 personnes n'ont pas de toit, trois fois plus qu'en 2001. Les deux confinements accélèrent le déclin du petit commerce traditionnel face aux groupes de la vente à distance (dont le géant américain Amazon). La décision ultérieure, sur demande des organisations de petits commerçants, de fermer certains rayons des grandes surfaces ne fait que renforcer cette tendance. En fait, l'État, qui repose sur la défense de la propriété privée, est incapable de décréter la suspension des loyers des chômeurs et même des loyers commerciaux, alors que les propriétaires ne rendent aucun service à la société. LR et le RN, qui se disputent les voix de la boutique, ne proposent pas non plus cette mesure élémentaire.

La plupart des travailleurs salariés sont exposés

Sans médicament efficace ni vaccin disponible, la propagation du virus ne peut être freinée qu'avec les mesures barrières, la réduction des contacts sociaux et la prise en charge rapide des porteurs selon les conseils répétés de l'OMS pour tester-tracer-isoler.

Lors de la première vague du Covid-19, la maladie a surtout affecté les travailleurs de la santé (personnels médical et paramédical, pharmaciens, pompiers, secouristes, ambulanciers) avec 11,4 % ayant contracté le virus (contre 4,5 % de la population totale), les habitants des logements surpeuplés avec 9,2 % de séroprévalence, les immigrés d'origine non européenne avec 9,2 %, les résidents des « quartiers prioritaires » avec 8,2 % (Dress, 9 octobre).

La thèse estivale de *« vivre avec le virus »* de Macron a permis de beaucoup rapporter aux laboratoires, qui sont des entreprises capitalistes, et de beaucoup coûter à la branche maladie de la Sécu. Mais l'efficacité des tests a été limitée, faute du traçage systématique et de l'isolement des porteurs, de travailleurs formés en nombre suffisant. Macron ment en prétendant avoir préparé la seconde vague :

> *Nous avons aussi formé près de 7 000 infirmiers et médecins pour pouvoir travailler en réanimation et nous avons aussi repoussé nos capacités qui sont passées de 5 000 lits avant la première vague à 6 000 aujourd'hui, nous allons les porter au-delà de 10 000 lits en réanimation.* (Emmanuel Macron, 28 octobre)

En vérité, les recrutements ne compensent même pas les démissions et les départs en retraite dans les hôpitaux publics. Les cliniques privées n'ont pas été expropriées. À ce jour, les services de réanimation sont presque saturés.

Les petits patrons du bâtiment ne fournissent pas les masques ni le gel hydroalcoolique.

Les travailleurs de l'enseignement public, même s'ils sont attachés à la présence physique des élèves, n'acceptent pas le maintien de classes entières (de 30 élèves et plus dans nombre de collèges et lycées), foyers épidémiques en puissance. La menace de grèves spontanées a obligé Blanquer à autoriser l'enseignement en demi-groupe au lycée. Le ras-le-bol des enseignants a contraint les chefs syndicaux à organiser précipitamment une journée d'action le 10 novembre, qui n'a pu évidemment arracher les dizaines de milliers de postes nécessaires pour assurer un enseignement en demi-classe. Les enseignants ont besoin de surmonter la collusion de leurs syndicats avec le gouvernement, pour infliger une défaire au gouvernement Macron-Blanquer sur les postes et les salaires.

La concertation avec Castex et Blanquer

Depuis 2017, le gouvernement Macron-Philippe a privatisé la SNCF, dérèglementé le droit du travail, lancé la retraite par points... L'État n'est pas neutre, il est une arme pour les exploiteurs.

Tout en dénonçant les licenciements, les chefs confédéraux s'adressent au pouvoir pour réclamer plus de *« dialogue social »,* c'est-à-dire d'être associés plus étroitement aux décisions de sauvetage du capitalisme français.

> *Dans une telle période d'incertitude et d'inquiétude tant pour la santé que pour l'emploi, il nous paraît essentiel que le dialogue social se traduise par une écoute et une réponse effective de la part des pouvoirs publics, et par le respect de l'autonomie de la négociation collective. Dans un contexte très évolutif, incertain et d'urgence, nos syndicats, délégués et représentants du personnel ont joué un rôle important pour que soient assurée au mieux... la continuité des activités essentielles.* (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC, *Lettre au premier ministre,* 14 octobre)

Pour justifier aux yeux des travailleurs leur aide persistante au gouvernement, les bureaucrates le supplient de ne toucher, pour l'instant, ni aux retraites ni aux allocations chômage.

En guise de réponse, le premier ministre convoque, une fois de plus, une « conférence sociale » à Matignon le 26 octobre. Il concède seulement un report de trois mois de l'attaque contre les chômeurs, sans changer évidemment l'orientation du gouvernement.

> *Le premier ministre a dit vouloir mener à terme toutes les autres réformes qui ont pour objectif de transformer, de moderniser notre pays, de le rendre plus fort et plus juste, tout en soulignant que plus que jamais le dialogue, la concertation sont indispensables.* (*AFP*, 26 octobre)

Une autre concertation est prévue le 12 novembre avec la ministre du travail. Personne n'y manquera, une fois de plus. La collusion des bureaucraties confédérales se décline dans tous les secteurs, comme avec le « Grenelle de l'Éducation » lancée le 22 octobre.

> *Il s'agit « d'instituer une nouvelle gouvernance des écoles et des établissements », de « moderniser en ouvrant le champ des possibles aux personnels » ou encore « d'alléger les carcans administratifs ». JM Blanquer annonce l'ouverture de 10 ateliers qui vont travailler jusqu'en février.* (*Le Café pédagogique*, 22 octobre)

Toutes les directions syndicales de l'enseignement cautionnent la mise au point des prochaines attaques contre les statuts alors que les lois de l'« école de la confiance », la sélection post-bac et la « réforme » du lycée ont attaqué les droits des professeurs et le droit aux études.

Mais le ministre ne s'arrête pas là, il dénonce *« l'islamo-gauchisme qui fait des ravages à l'université »*, suggérant que l'UNEF et LFI aident l'idéologie terroriste : *« Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire. »* (22 octobre). Pour le président, sous prétexte qu'il existe des antisémites (dont la mère historique est l'Église catholique), tous ceux qui s'opposent à Israël sont des antisémites [voir *Révolution communiste* n° 34, n° 38] ; pour son ministre, tous ceux qui s'opposent au racisme sont des islamistes [voir *Révolution communiste* n° 37].

Les musulmans sont-ils tous suspects ?

En novembre 2019, le président avait annoncé un projet de loi contre le *« séparatisme »* [voir *Révolution communiste* n° 39]. Les récents assassinats par des islamistes lui offrent sur un plateau la possibilité de cibler plus clairement les musulmans.

> *Il y a donc une crise de l'islam, partout, qui est gangrené par ces formes radicales, par ces tentations radicales et par une aspiration à un djihad réinventé, qui est la destruction de l'autre. Le projet de califat territorial contre lequel nous avons lutté au Levant, contre lequel nous luttons au Sahel, mais partout, des formes plus ou moins insidieuses, les plus radicales.* (Emmanuel Macron, 2 octobre)

Le chef de LFI lui emboite le pas en déclarant : « *il y a un problème avec la communauté tchétchène en France »* (Jean-Luc Mélenchon, 18 octobre). La pose de défense des libertés et de laïcité affectée par Macron contraste avec sa politique réelle.

D'abord, l'État français n'est pas laïque. Il applique toujours en Moselle et en Alsace le concordat de 1802 signé par Napoléon I^{er} avec le pape catholique : les clergés y sont rémunérés par l'État et peuvent diffuser leurs superstitions dans les écoles. Depuis le coup d'État du général De Gaulle en 1958, l'État et les collectivités territoriales financent, au nom de la loi Debré, les « écoles privées sous contrat », dont la majorité sont aux mains de l'Église catholique. En 1982, Mitterrand crée le Comité consultatif national d'éthique où siègent des prêtres de différentes obédiences. L'Église catholique est en perte de vitesse mais cela ne l'a pas empêché de mobiliser, avec l'aide des fascistes, contre le mariage homosexuel.

Ensuite, le « déploiement des forces armées françaises » n'est pas plus dicté par la défense de la démocratie que celui, à plus grande échelle, de l'armée américaine. Il dépend des intérêts de la bourgeoisie française dans le monde, au premier chef de ses grands groupes capita-

listes. Ceux-ci font des affaires juteuses avec la Turquie (malgré les rodomontades d'Erdogan) qui a aidé les djihadistes de Syrie et d'Irak, avec le Pakistan qui applique la charia, qui a mis sur pied Al-Qaida et qui aide toujours les Talibans qui marient les fillettes, attaquent les universités et les écoles, avec les monarchies absolues du Golfe qui appliquent la charia, répandent le salafisme dans le monde entier et soutiennent les réseaux djihadistes.

Enfin, le gouvernement restreint les libertés démocratiques en fait et en droit : répression policière des Gilets jaunes, restriction légale au droit de manifester et maintenant projet de loi dite de « sécurité globale » pour renforcer les moyens des polices municipales (armement, contrôles d'identité, de permis...), élargir l'usage des drones et des caméras-piétons. Darmanin veut ajouter l'interdiction de filmer l'ensauvagement policier que les lycéens ont encore subi début novembre.

> *Diffuser des images de policiers identifiables, dans l'exercice de leur fonction et dans l'intention de porter atteinte à leur « intégrité physique ou psychique », pourrait être passible d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.* (*Mediapart*, 6 novembre)

Face aux difficultés de Macron et de Castex, LR et le RN donnent dans la surenchère sécuritaire : fermer les frontières, arrêter et détenir sans se soucier des lois, etc. Alors que 9 000 personnes sont mortes depuis janvier en mer Méditerranée à cause de la fermeture des frontières.

Faut-il attendre en avril 2022 un sauveur suprême ?

Tous les arrivistes qui s'étaient précipité à la mangeoire du PS quand il gouvernait et qui ont quitté le navire quand il a sombré, les Valls, Hamon, Montebourg, Mélenchon... croient leur heure venue.

Le 10 octobre, quelques dizaines d'intellectuels (Piketty, Baudelot, Lipietz, Dion...), des responsables syndicaux ou d'associations (ATTAC, SUD, CGT...), de cadres de partis ou groupes politiques (EELV, LFI, PCF, Générations, GDS, ND...) lancent un appel commun *« aux citoyennes et aux citoyens »* pour une candidature unique à l'élection présidentielle d'avril 2022 sur un programme passe-partout : écologiste, féministe, antilibéral, social, démocratique...

Patatras ! Mélenchon, par-dessus la tête de son propre parti (LFI), déclare le 8 novembre qu'il est candidat. Il est pressé car il veut prendre de vitesse le PS, le PCF, EELV... d'autant qu'il partage avec toute « la gauche » le respect des urnes, de « la République » (la République, c'est lui ?) et de son calendrier électoral

Quotidiennement, les travailleuses et les travailleurs sont confrontés à la crise capitaliste, au chômage, à la paupérisation, au racisme, au gouvernement Macron-Castex qui soutient les patrons, divise les travailleurs, restreint les libertés, renforce la police et l'armée... Ils ne peuvent pas attendre 2022 et faire confiance aux promesses électorales creuses. Tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et les syndicats de salariés doivent immédiatement rompre avec la bourgeoisie, son État et son gouvernement.

Aucun de ces messieurs et dames de « la gauche » ne défend un programme révolutionnaire, ne remet en cause le capitalisme français et son État. Pour défendre notre existence et celle de nos enfants, il faut sans tarder la baisse du temps de travail et le partage du travail entre tous les travailleurs, l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires, la suppression de la TVA et des cotisations sociales des salariés, le recrutement des soignants et professeurs nécessaires, la gratuité des soins et des études, des logements décents et bon marché pour tous, la fin des interventions militaires, la régularisation des travailleurs sans papiers, la laïcité complète et totale, la suppression de la présidence et du Sénat, la révocabilité des élus politiques...

Sans tarder, il faut combattre dans les syndicats contre leurs directions, discuter et s'organiser dans les entreprises, dans les administrations, dans les quartiers, sur les lieux d'études.

En s'organisant démocratiquement pour lutter avec ses délégués élus et révocables, la centralisation des conseils d'entreprise, d'administration et de quartier, ses services d'ordre d'autodéfense, la classe ouvrière pourra postuler au pouvoir en ralliant les chômeurs, les étudiants, les « auto-entrepreneurs », une partie de l'encadrement, les paysans travailleurs... Alors, s'ouvrira la possibilité réelle d'en finir avec l'exploitation, la précarité, la misère, le racisme, la destruction de l'environnement, par l'armement des travailleurs, le renversement de l'État bourgeois, l'expropriation des groupes capitalistes, la perspective des États socialistes d'Europe.

Révolutionnaires isolés, noyaux lutte de classe des syndicats et des partis existants, groupes communistes rendus impuissants par notre taille réduite, construisons ensemble un parti et une internationale qui sachent tirer les leçons des défaites et des victoires antérieures en France et dans le monde, pour ouvrir un avenir à l'humanité !

11 novembre 2020

Aucun licenciement, aucune suppression d'emploi à Bridgestone comme ailleurs ! Comment s'organiser ?

Béthune, 4 octobre : l'intersyndicale CFDT-CGT-SUD-FO-CFE-CFTC-UNSA organise une marche silencieuse « sans étiquette syndicale ou politique » avec les élus avec l'écharpe tricolore dont le maire du parti bourgeois UDI
photo Stéphane Dubromel

Le groupe capitaliste japonais Bridgestone est le 2e fabricant mondial de pneumatiques en 2019 après le groupe français Michelin et devant le groupe américain Goodyear (*Global Tire Report*, 31 aout 2020), dans un secteur où des capitalistes chinois font leur entrée. Il a 7 usines sur le continent (ce qui permet de limiter les frais de transport et du supprimer les droits de douane) et un centre de recherche en Italie. Parmi ses filiales, figurent aussi les réseaux Speedy, Côté route, First Stop... La direction européenne, installée en Belgique, a annoncé le 16 septembre la fermeture début 2021 de l'usine de Béthune (Pas-de-Calais) employant 863 salariés.

Cette annonce s'ajoute à une liste de licenciements collectifs qui s'allonge jour après jour et donne tort à ceux qui pensent qu'enrichir les capitalistes permet de créer de l'emploi, que les intérêts de la bourgeoisie sont compatibles avec ceux des travailleurs et ne fait que confirmer que la seule chose qui ruisselle est le profit pour les capitalistes.

Dès le printemps 2019, Bridgestone avait présenté un « accord de performance collective » aux ouvriers de Béthune qui l'avaient rejeté à plus de 60 %. Ce plan prévoyait alors d'augmenter de 14 jours le temps de travail annuel, sans augmenter les salaires, afin que l'entreprise reste compétitive. Déjà la surproduction et la baisse du taux de profit, dans ce secteur comme dans bien d'autres, poussaient les capitalistes à renforcer l'exploitation des salariés pour tenter de maintenir leurs profits.

Du point de vue des capitalistes, la décision de fermeture de l'usine de Béthune est parfaitement rationnelle :

> *Le projet de cessation totale d'activité est toutefois la seule option qui permettrait de répondre à la surcapacité de production structurelle de Bridgestone et donc de sauvegarder la compétitivité de ses opérations en Europe.* (*Communiqué de la direction de Bridgestone*, 21 septembre)

Du point de vue des ouvriers, c'est inacceptable ! Comme tous les autres licenciements ou suppressions d'emplois, que les capitalistes les justifient par la perte de compétitivité, la crise sanitaire du coronavirus, la concurrence déloyale, la perte des débouchés ou n'importe quel autre argument.

> *Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que le travailleur ait dans une société fondée sur l'exploitation.* (Trotsky, *Programme de transition,* 1938)

La crise économique et sociale précipitée par la pandémie de coronavirus met face à face la bourgeoisie et le prolétariat. La survie de la bourgeoisie implique les coups les plus durs contre la classe ouvrière. A l'inverse, la défense de la classe ouvrière implique le combat le plus déterminé autour d'une revendication simple : aucun licenciement, aucune suppression d'emploi à Béthune ni ailleurs !

Est-ce cela qu'organisent les chefs syndicaux et les directions politiques du mouvement ouvrier ? Le

délégué CGT du site donne le ton : « *Cette direction européenne, on dirait qu'elle cherche le conflit. Nous, on ne cherche pas le conflit, on cherche la survie de l'entreprise* » (Duchateau, *Europe 1*, 17 septembre). Le secrétaire général de la CGT se pose en expert en gestion d'une entreprise capitaliste : *« L'entreprise n'a pas investi suffisamment pour avoir une production adaptée aux besoins d'aujourd'hui... Il y a des alternatives »* (Martinez, *LCI*, 17 septembre).

La ministre déléguée à l'Industrie, qui a réuni le 21 septembre direction européenne de la firme, syndicats et élus locaux, a tracé le chemin en tenant des propos similaires : *« Le coeur du sujet c'est d'avoir un projet industriel qui tienne la route ».* Et voila donc direction et syndicats qui signent un « accord de méthode » dont l'objectif est d'explorer pendant 5 mois *« les scénarios alternatifs à la fermeture de l'usine ».* Même Bertrand, président (LR) des Hauts-de-France, y allait de son *« autre plan industriel »* (*Le Point*, 16 septembre). Le porte-parole du gouvernement, qui feint de s'indigner en parlant de *« trahison »*, peut souligner *« une forme de concorde politique autour de ce dossier ».*

Toute l'expérience des luttes passées, Goodyear Amiens, Continental Clairoix, Ford Blanquefort, PSA Aulnay, etc. montrent qu'en restant dans le cadre fixé par les capitalistes et le gouvernement, les ouvriers sont d'abord anesthésiés puis condamnés soit au licenciement de la plupart d'entre eux, soit à la fermeture totale de l'usine.

Les capitalistes du groupe Bridgestone, comme tous les autres capitalistes, ont empoché pendant des années les aides et subventions que les différents gouvernements, toujours à leur service, leur ont généreusement distribuées. Rien qu'en 2018, la filiale française de Bridgestone a ainsi bénéficié de 1,8 million d'euros au titre du CICE. Le ministre de l'économie Le Maire parle aujourd'hui d'établir une *« charte des contreparties »* pour les entreprises recevant des aides portant sur *« l'environnement, la gouvernance et le partage de la valeur ».* Martinez pour la CGT trouve que *« ce n'est pas suffisant. Il faut que ce soit notifié, un genre d'accord écrit noir sur blanc, avec des sanctions ».* Fumisterie ! Dans une société capitaliste, avec un gouvernement qui n'est que le conseil d'administration de la bourgeoisie, les patrons feront toujours ce que leurs profits commandent. Les promesses écrites de General Electric de créer des emplois après le rachat de la division énergie d'Alstom en 2014, jamais honorées, sont là pour rappeler aux ouvriers qu'à l'inverse de ce que leurs racontent les chefs syndicaux, cette voie est une impasse.

Les licenciements collectifs (nommés par antiphrase « plans de sauvegarde de l'emploi »), les faillites d'entreprises vont se multiplier L'Union européenne et le gouvernement des capitalistes ne sont pas capables, malgré les « plans de relance », les milliards distribués à tour de bras aux patrons, de juguler la crise économique et sociale en cours.

Le protectionnisme est vanté tant par le Rassemblement national que par La France insoumise comme une solution. Le 20 septembre, Chenu pour le RN déclare à propos de Bridgestone: *« quand on signe des accords de libre-échange avec la Corée et qu'on accepte qu'il y ait des livraisons de pneus moins chers, on ne se bat pas, on ment aux ouvriers ».* Quant à Ruffin, il demande pour LFI le 17 septembre *« une solution protectionniste... des quotas d'importation, des taxes aux frontières, des barrières douanières et des taxes kilométriques* ». Pour eux, il suffit de mettre plutôt des ouvriers hongrois, polonais, coréens, chinois... au chômage, de fermer les frontières aux marchandises venues de l'étranger... en faisant croire que les autres États continueraient à importer des produits venus de France, y compris des pneus Michelin. Le patriotisme économique est un poison. Les barrières douanières préconisées par le RN ou LFI ne valent pas mieux que celles mises en place par Trump, elles se retournent toujours contre le niveau de vie de la population et précipitent la rétraction des échanges économiques mondiaux, le marasme et la crise capitaliste. Le patriotisme économique vise à enchainer le prolétariat de chaque pays à la défense de sa propre bourgeoisie, au lieu de la combattre et de lui retirer les moyens de production, quelle que soit sa nationalité.

Les ouvriers ne peuvent compter que sur leur propre force, leur organisation, pour se défendre. La discussion entre syndicats, patronat et gouvernement pour rechercher des « *alternatives industrielles* » n'empêchera pas les licenciements ou les suppressions d'emplois, à Bridgestone Béthune comme ailleurs. Laissés seuls, les travailleurs du site sont sur la défensive. Le rôle des organisations syndicales n'est pas de chercher des « solutions industrielles » avec les patrons de la firme mais de défendre de manière intransigeante tout l'emploi, d'ouvrir la perspective de l'occupation des usines de l'industrie pneumatique, de tous les équipementiers, de toute la branche automobile, de l'élection des comités de grève, de la coordination nationale des délégués des usines occupées pour diriger la lutte à l'échelle nationale et internationale.

Aucun licenciement, aucune suppression d'emplois, ni à Béthune, ni ailleurs !

Expropriation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes qui menacent de fermer un site ou de licencier !

Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

28 septembre 2020

La pandémie avance, le gouvernement veut que les travailleurs de la santé reculent

La reprise de la pandémie de coronavirus s'accélère, mais Macron et le gouvernement s'avèrent tout aussi incapables de faire face qu'au début de l'année. Pire, ils continuent de mentir tout en laissant les travailleurs des hôpitaux publics se démener dans les pires conditions.

Débordement des laboratoires, suivi défaillant des cas positifs, le gouvernement n'a tout simplement rien prévu pour atteindre l'objectif du million de tests hebdomadaires, à un moment où, au début de la reprise de l'épidémie, ces mesures auraient pu ralentir considérablement la progression du virus.

À grands coups de trompe, le gouvernement avait lancé le 25 mai le « Ségur de la santé » pour faire face à une mobilisation croissante des travailleurs hospitaliers qui demandaient notamment les 100 000 postes manquants dans les hôpitaux et l'augmentation immédiate de 300 euros pour les infirmiers et aides-soignants. La manoeuvre du gouvernement pour enterrer la mobilisation des personnels a consisté en 7 semaines de concertation, acceptée par l'ensemble des directions syndicales. Elle a largement fonctionné : le 13 juillet, le gouvernement pouvait se féliciter d'un « accord historique » signé par FO, l'UNSA et la CFDT. Au lieu des 300 euros réclamés, 183 euros de revalorisation salariale versée en deux temps, 90 euros en septembre ou octobre 2020 et 93 euros en mars 2021. Au lieu des 100 000 postes réclamés, la création en trompe-l'oeil de 15 000 postes, en réalité 7 500 postes seulement et 7 500 embauches sur des postes existants mais restés vacants. « *Le Ségur est un énorme changement. Ces 8 milliards et demi vont quand même changer la vie des personnels et les salaires* » s'est vanté Macron le 6 octobre. Si changement il y a pour les personnels, c'est dans le sens d'une détérioration !

En effet, alors que le nombre d'hospitalisations augmente, les travailleurs des hôpitaux sont épuisés, et dans plusieurs régions ou métropoles, le plan blanc qui prévoit le report des congés de Toussaint s'applique. Les démissions ou les changements d'affectation minent les équipes qui voient leur charge de travail augmenter avec la reprise épidémique. La faible augmentation salariale consentie est bien loin de rattraper le déclassement salarial comme la perte du pouvoir d'achat occasionnée par le gel du point d'indice. Résultats : les postes vacants restent vacants, les services les plus exposés comme la réanimation se trouvent souvent dans une situation encore pire qu'ils ne l'étaient au printemps dernier !

Le 12 octobre, Véran affirme sur Twitter « *nous pourrions monter jusqu'à 12 000* (lits de réanimation) *si la situation sanitaire l'exigeait. Nous avons des équipements de protection, des respirateurs, des stocks de médicaments pour faire face à une vague plus haute que la 1re* ». En réalité, le nombre de lits de réanimation recensés officiellement est de 6 000 selon le répertoire opérationnel des ressources, en prenant toutefois en compte des lits d'appoints, mais ce chiffre doit être diminué d'environ 500 à 600 lits qui ne peuvent fonctionner, faute de personnel, selon les syndicats. Déjà, les déprogrammations d'interventions chirurgicales pour d'autres pathologies ont commencé.

Le 6 octobre, Macron a renvoyé, méprisant, aux personnels soignants qui manifestaient devant l'hôpital Rothschild : « *Quand la vague est à un tel niveau, ce n'est plus une question de moyens, c'est une question d'organisation* ». Et le gouvernement poursuit comme si de rien n'était sa politique de fermeture des services hospitaliers. Ainsi au CHRU de Nancy, le plan de suppression de 598 postes et 174 lits prévu en 2019 est-il toujours d'actualité.

Face au gouvernement, une énième journée d'action n'aura pas plus d'effet que les précédentes, alors même que la concertation continue entre le gouvernement et les chefs syndicaux.

Il faut organiser l'élection de délégués mandatés par service dans tous les hôpitaux, la réunion des délégués de chaque hôpital, la coordination nationale des délégués des travailleurs hospitaliers, seule à même de décider de l'action efficace contre le gouvernement, seule à même de l'imposer aux directions syndicales et de leur imposer de rompre la concertation avec le gouvernement.

Des conditions de travail et des salaires décents pour tous les travailleurs hospitaliers, indispensables pour les personnels en place comme pour les recrutements. Augmentation des salaires ! Respect des RTT dues et des congés ! Création de tous les postes nécessaires ! Baisse du temps de travail ! Titularisation des précaires et égalité de traitement pour les soignants étrangers ! Expropriation des réseaux de cliniques privées, des grands groupes pharmaceutiques et équipementiers médicaux !

13 octobre 2020

16 octobre : assassinat de Samuel Paty

Contre le fascisme islamiste organisé, pas d'union sacrée avec Macron
Pour une véritable laïcité, totale et complète !

Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie au collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine, a été sauvagement assassiné pour avoir proposé à ses élèves de quatrième de réfléchir à la liberté d'expression autour de caricatures de Mahomet publiées dans *Charlie Hebdo*. Nous condamnons ce meurtre immonde et exprimons notre totale solidarité avec les proches et les collègues de Samuel Paty, avec l'ensemble des travailleurs de l'enseignement public. C'est à l'enseignement, au savoir, à l'information, à la liberté d'expression, à l'art que s'en prend l'obscurantisme. Le fanatisme religieux n'attaque pas l'état-major de l'armée, il s'en prend à un professeur...

Alors que sa hiérarchie était avertie des intimidations qui pesaient sur Samuel Paty, alors que le collège avait reçu des appels menaçants, rien n'a été entrepris pour assurer sa protection. Déjà contraints par des programmes réactionnaires conduisant les enseignants à présenter favorablement la république bourgeoise dans des cours d'éducation morale et civique, les enseignants s'efforcent de défendre leur liberté pédagogique et la liberté d'expression dans toute la société, malgré les pressions des réactionnaires et des cagots de toute sorte.

> *Il faut proscrire de l'école, au même titre, toute influence de l'État et des prêtres.* (Karl Marx, 1875)

Le gouvernement Macron-Castex-Darmanin a beau jeu de verser des larmes de crocodile en multipliant les déclarations de soutien aux enseignants dont il s'efforce de disloquer le statut, à l'enseignement public qu'il s'attache à détruire. Le gouvernement, cherchant à rivaliser avec les partis LR et RN, a sauté sur l'occasion pour renforcer son discours raciste contre le « séparatisme » et son amalgame entre musulmans et terroristes, pour annoncer un durcissement du droit d'asile déjà si restreint. D'aucuns les aident en déclarant que tous les réfugiés tchétchènes sont suspects.

Macron est le « chanoine de Latran », un titre attribué par le Pape. Tous les partis bourgeois, d'EELV au RN en passant par LREM et LR, acceptent de financer les clergés en Alsace et en Moselle. Tous les partis bourgeois et aussi le PS et le PCF quand ils étaient au gouvernement, ainsi que le chef de LFI quand il était ministre de l'enseignement professionnel, ont financé et financent « l'enseignement privé sous contrat », des établissements majoritairement aux mains de l'Église catholique, une institution obscurantiste qui sépare sciemment les enfants les uns des autres. Sarkozy et bien des municipalités ont misé sur les Frères musulmans, cléricaux et oppresseurs des filles, pour maintenir l'ordre dans les quartiers populaires voués au chômage de masse et à la délinquance.

L'État français, par ses alliances avec le Pakistan et les monarchies absolues du Golfe qui répandent ouvertement le salafisme dans le monde entier et soutiennent les réseaux djihadistes en coulisse, contribue à diffuser le fondamentalisme religieux, l'oppression des femmes, l'antisémitisme, la répression des homosexuels, la haine des chiites et des Kurdes... L'État français, par ses interventions militaires dévastatrices dans des pays à population majoritairement musulmane (Mali, Libye, Syrie...), alimente la propagande djihadiste.

Les travailleurs de l'enseignement et toute la classe ouvrière, pour se défendre contre les menaces et exactions fascistes de fanatiques islamistes, ne peuvent faire bloc avec Macron, Blanquer et Darmanin, avec l'État bourgeois, avec la bourgeoisie française, car celle-ci les utilisera toujours pour son propre compte en divisant la classe ouvrière par le biais du racisme et de la xénophobie. Ce faisant, ce n'est pas la démocratie et la liberté que les représentants politiques et idéologiques de la classe dominante défendent, comme ils le prétendent, c'est la réaction !

Au contraire, la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, mutuelles, syndicats et partis, est de se prononcer :

Séparation complète de l'État et des religions : aucun financement sous aucune forme d'aucun culte, interdiction de « l'enseignement privé hors contrat » et nationalisation de « l'enseignement privé sous contrat » !

Contre l'union nationale ! Aucune restriction des libertés démocratiques ! Pas touche aux musulmans ! Liberté pour tous les travailleurs et tous les jeunes de circuler, étudier et travailler ! Aucune restriction à la liberté pédagogique ! Arrêt des immixtions politiques et des interventions militaires au Proche-Orient et au Sahel.

C'est sur cette base que doit se réaliser l'unité des travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers, qu'ils soient athées ou croyants en quelque religion que ce soit.

19 octobre 2020, Groupe marxiste internationaliste

Macron, Blanquer et le coup de la lettre de Jaurès

Le gouvernement Macron -Castex-Blanquer n'a pas laissé les enseignants rendre librement hommage à leur collègue Samuel Paty assassiné par les réseaux fanatiques stimulés par les alliés de l'État français comme les monarchies absolues, cléricales et misogynes du Golfe (Arabie saoudite, Émirats, Qatar...). Il a imposé aux professeurs de lire, le 2 novembre, un texte, tronqué, de Jean Jaurès. La coupure, qui n'était même pas indiquée à l'origine, comporte la phrase suivante :

> *Quel système déplorable nous avons en France avec ces examens à tous les degrés qui suppriment l'initiative du maître et aussi la bonne foi de l'enseignement en sacrifiant la réalité à l'apparence !* (Jean Jaurès, *Lettre aux instituteurs et institutrices*, 15 janvier 1888)

On comprend pourquoi Blanquer a censuré le passage, lui qui multiplie les exigences d'évaluation. Mais l'essentiel n'est pas là. En 1888, au moment où Jaurès écrivit la lettre dans un quotidien du Parti radical, *La Dépêche*, il n'était encore qu'un député républicain, à l'aile gauche des partis bourgeois. L'article choisi par Macron et Blanquer est empreint de nationalisme et d'illusions envers la III[e] République issue de l'écrasement de la Commune de Paris.

> *Vous êtes responsables de la patrie. Les enfants qui vous sont confiés... sont Français et ils doivent connaître la France... Ils seront citoyens et ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur confère, quels devoirs leur impose la souveraineté de la nation.* (Jean Jaurès, *Lettre aux instituteurs et institutrices*, 15 janvier 1888)

La République que vantait Jaurès en 1888 réprimait les travailleurs en métropole et soumettait par la violence les peuples de Madagascar, de l'Annam et du Tonkin (Vietnam aujourd'hui), d'Algérie, du Soudan, de la Nouvelle-Calédonie... Les indigènes n'avaient pas le droit de vote. Même les institutrices françaises à qui il s'adressait n'avaient pas le droit de vote !

Ce n'est que plus tard, en 1892, que Jaurès devint socialiste en défendant les ouvriers de Carmaux (Tarn) contre les propriétaires de la mine de charbon. Bien qu'il restât toujours un opportuniste au sein du mouvement socialiste, il accusa alors la république d'être aux mains de députés et ministres capitalistes. Elle l'est toujours.

Comme socialiste, Jaurès avait pris le parti opposé de celui de Macron, Castex et Blanquer, celui des exploités.

> *Le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force de travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste. Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante.* (Jean Jaurès, *Discours à l'Hippodrome lillois,* 26 novembre1900)

Les directions syndicales se sont prêtées à une opération de *« cohérence de la République »* menée par un gouvernement qui entretient l'inégalité sociale, dont la police chasse les immigrants sans papier et discrimine les Arabes et les Noirs, qui continue à financer l'Église catholique et ses établissements... tout en affectant la posture de défenseur de la laïcité. Quand le ministre de l'Éducation prit position sur l'assassinat du professeur, il mit en cause les mamans musulmanes et l'université.

> *François Fillon était premier ministre quand son cabinet refusait d'empêcher qu'il y ait le port du voile des femmes accompagnatrices... Ce qu'on appelle communément l'islamo- gauchisme fait des ravages. Il fait des ravages à l'université.* (Jean-Michel Blanquer, *Europe 1*, 22 octobre 2020)

Comment les directions syndicales purent-elles négocier les jours suivants un hommage à Samuel Paty avec un tel personnage, se prêter à l'escroquerie de faire passer aux yeux des enseignants et des élèves une camelote chauvine comme venant, implicitement, du prestigieux socialiste ?

Aujourd'hui, la tâche d'émancipation qu'avait entreprise le premier gouvernement des travailleurs en 1871 n'est pas derrière nous, comme le prétendent le PS, le PCF et LFI. Elle reste à accomplir.

> *La totalité des établissements d'instruction furent ouverts par la Commune de Paris au peuple gratuitement, et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Église et de l'État. Ainsi, non seulement l'instruction était rendue accessible à tous, mais la science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.* (Karl Marx, *La Guerre civile en France,* 1871)

9 novembre 2020

« Charlie hebdo » et Samuel Paty l'ont-ils bien cherché ?

Charb, janvier 2012

En France, de bonnes âmes expliquent, à chaque attentat islamiste, que la religion musulmane est par nature tolérante et pacifique. Tâche impossible car elle n'est pas différente des autres. Tous les « livres sacrés » et tous les dogmes (bouddhistes, indouistes, israélites, chrétiens, musulmans…), s'ils prêchent la résignation et l'obéissance envers les prêtres, les exploiteurs, les gouvernants, les maris et les pères de la même croyance, sont résolument hostiles aux adeptes des superstitions concurrentes et sont persécuteurs des athées et des homosexuels.

À l'étranger, surtout dans les pays impérialistes anglo-saxons où même le socialisme est imprégné de cléricalisme, des « démocrates de gauche ou à idées socialistes » sont gênés par les caricatures des religions.

> *Les bourgeois anglais avaient appris à l'époque du chartisme de quoi était capable le peuple et depuis ils ont été contraints d'accepter la plus grande partie de la charte du peuple et de l'incorporer à la constitution de la Grande-Bretagne. Maintenant, plus que jamais, le peuple doit être tenu en bride par des moyens moraux, et le premier et le principal moyen d'action sur les masses est et reste encore la religion.* (Friedrich Engels, « Introduction à l'édition anglaise », 20 avril 1892, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880, Éditions sociales, p. 54-55)

Pour justifier comme « anti-impérialistes » les agissements d'anciens délinquants devenus, au nom de la religion, ennemis fanatiques de la classe ouvrière et du communisme dans le monde entier, plusieurs sectes staliniennes, morénistes ou cliffistes (LOI argentine, CWG néo-zélandais, RKOL autrichienne…) ont calomnié les talentueux dessinateurs Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski qui étaient anticléricaux, antimilitaristes et antiracistes. Les mêmes essaient aujourd'hui de souiller la mémoire de l'enseignant Samuel Paty.

N'importe quel imbécile peut assassiner un professeur (2020) ou un dessinateur (2015), un vieux prêtre catholique (2016) ou une policière qui règle la circulation (2015), un consommateur juif qui fait ses courses (2015) ou un enfant juif qui va à l'école (2012), un amateur de concert rock (2015) ou une amatrice de feux d'artifice (2016), des travailleurs et des étudiants qui se déplacent en métro (1995) ou en train (1996), etc. C'est plus facile qu'affronter l'armée israélienne ou attaquer le palais de l'Élysée.

Que les dévots laissent leurs dieux tout-puissants châtier les mécréants, les impures et les impies ! Personne n'oblige une croyante à avorter. Personne n'oblige un bigot à regarder un tableau de nu ou un dessin satirique. Personne n'oblige quiconque à rire avec Voltaire ou Diderot, bien que ce soit conseillé.

> *Quoi de plus simple que de diffuser parmi les ouvriers l'excellente littérature matérialiste du siècle passé, littérature qui est jusqu'à présent, tant par la forme que par le contenu, un chef-d'oeuvre de l'esprit français, et qui est toujours infiniment élevée quant au contenu et d'une perfection incomparable quant à la forme.* (Friedrich Engels, « Le programme des émigrés blanquistes de la Commune », 26 juin 1874, *Le Mouvement ouvrier en France*, Maspero, t. 2, p. 76-77)

Les libertés démocratiques et les droits des femmes, là où ils existent, ont été acquis contre le clergé. Il n'y a pas de véritable démocratie sans séparation de l'État et des religions, sans liberté d'opinion et d'expression, sans émancipation de la création artistique, de la recherche scientifique, de la transmission du savoir vis-à-vis de tous les carcans religieux et politiques.

> *Une revue désireuse d'être l'organe du matérialisme militant doit être un organe de combat, elle doit dénoncer et poursuivre inlassablement les actuels « valets diplômés de la prêtraille », qu'ils s'affirment comme représentants de la science officielle ou comme francs-tireurs, qui se prétendent « démocrates de gauche ou à idées socialistes »… Il est de la plus haute importance que la revue qui se destine à devenir l'organe du matérialisme militant, mène une propagande et une lutte athées inlassables.* (Vladimir Lénine, « La portée du matérialisme militant », 12 mars 1922, *Oeuvres*, Progrès, t. 33, p. 232)

11 novembre 2020

Qui va protéger la population de l'ensauvagement de la police ?

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, a initié une campagne visant à faire croire que la violence gratuite explose : *« il faut stopper l'ensauvagement d'une certaine partie de la société »* (24 juillet). Bardella (RN) parle aussi *« d'ensauvagement de la société »* (31 aout). Bertrand (LR) conclut à un *« été Orange mécanique »* (27 aout). Pécresse (LR) dénonce de *« nouveaux barbares »* (28 aout). Macron reprend le thème de la *« banalisation de la violence »* (29 aout). et met en cause la presse pour sa promotion d'un *« kamasutra de l'ensauvagement »* (8 septembre).

Outrage et rébellion

Une statistique donne une indication sur les rapports de la population et de la police, la hausse de 21 % entre 2016 et 2019 (passant de 12 000 à 14 500) du nombre de condamnations de citoyens pour *« outrage »* ou *« rébellion »* à personne dépositaire de l'autorité publique.

Le journaliste Taha Bouhafs, arrêté le 11 juin 2019 quand il couvre, pour *Là-bas si j'y suis*, un rassemblement de travailleurs sans papiers de Chronopost à Alfortville [voir *Révolution communiste*

n° 39]. Embarqué avec un porte-parole des grévistes, la garde à vue de 24 heures se solde par une épaule déboitée et 10 jours d'incapacité de travail. En sus, il est poursuivi pour « outrage et rébellion ».

Le 3 janvier dernier, Cédric Chouviat, livreur à Paris, se moque d'un énième contrôle routier en traitant les flics de *« guignols »*. Le ton monte. Embarqué pour rébellion, il subit une clé d'étranglement qui lui fracture le larynx, cause une asphyxie. Il en meurt deux jours plus tard.

La délinquance des pauvres et celle des riches

Certes, le pourrissement du capitalisme nourrit le banditisme et les comportements asociaux de déclassés (que Marx décrivait comme « lumpen ») dont les travailleurs sont les premières victimes (les riches sont généralement à l'abri de leurs effets). Mais les statistiques de la police nationale et de la gendarmerie ne mesurent pas de dégradation notable.

> *Les données de la police et de la gendarmerie recensaient 248 homicides en juillet 2019 ; on en compte 240 en juillet 2020. L'an passé, au cours du même mois, on dénombrait 57 729 cambriolages contre 50 469 en juillet 2020, 62 609 faits de coups et blessures volontaires contre 69 062, ou encore 13 195 faits de violences sexuelles contre 14 129.* (*Le Monde*, 2 septembre 2020)

Et la délinquance des capitalistes, qui généralement passe inaperçue, nuit au moins autant à la vie en société que celle du lumpen : mise en danger de l'intégrité physique et de la santé des salariés, nuisances à l'environnement, danger pour les consommateurs, fraude fiscale, gaspillage, corruption... Par exemple, Dati (LR), juge de métier mais qui touche des indemnités d'élue comme maire, avait palpé discrètement 900 000 euros de la part de Ghosn l'ancien PDG du groupe Renault-Nissan. Lui-même a échappé, grâce à ses moyens financiers, à la justice du Japon en 2019.

La violence de la police

La répression du mouvement des Gilets jaunes (2018-2019) constitué de chômeurs, de travailleurs indépendants et de salariés peu qualifiés, a été particulièrement violente.

> *2 500 blessés côté manifestants... les chiffres annoncés par le gouvernement révèlent le caractère inédit des violences qui ont émaillées les manifestations en France depuis un an. Vingt-quatre manifestants ont été éborgnées et cinq ont eu une main arrachée. Parmi les victimes, se trouvent des manifestants pacifiques mais aussi de simples passants ainsi que des journalistes et observateurs.* (Amnesty, 19 novembre 2019)

Un journaliste vient de publier son témoignage après avoir travaillé six mois comme adjoint de sécurité au sein du commissariat du 19e arrondissement de Paris. Ses collègues et sa hiérarchie ignoraient tout de sa qualité de reporter.

> *Charly s'installe, remplit quelques feuilles puis répond aux questions que je lui pose. « J'ai été ADS [adjoint de sécurité] pendant quatre ans et demi. J'ai fait la circu au début et après, comme je me suis blessé au genou, je taffais dans le 20e, comme garde détenus. J'ai fait ça pendant huit ou neuf mois, on en a cassé des bouches, mon gars ! ». Il se lance dans une longue recension de cas où les mecs prenaient des pains dans la tronche au moindre écart. Il se souvient d'un type en sang qu'un collègue venait d'avoiner, et, derrière eux, Charly qui passait la serpillière pour effacer les traces. « Ma chef, quand elle ouvrait la porte, si elle voyait un mec avec la gueule en vrac, elle disait juste : Ouh là, je repasserai plus tard ! »* (Valentin Gendrot, *Flic, un journaliste a infiltré la police*, Goutte d'or, septembre 2020)

La police est un des bras armés de l'État bourgeois, chargé avant tout de défendre la domination de la classe capitaliste. Les gouvernements passent, les régimes politiques peuvent changer (parlementarisme des IIIe et IVe Républiques, bonapartisme présidentiel de la Ve, dictature fasciste de Pétain), la police reste, fidèle à son poste, accomplissant consciencieusement toutes les besognes qui lui sont confiées, même les plus abjectes, comme la rafle de 13 000 Juifs les 16 et 17 juillet 1942 et le massacre de centaines d'Algériens le 17 octobre 1961.

Pourtant, le mouvement ouvrier français se prosterne devant l'appareil répressif de l'État. Toutes les centrales (CFDT, CGT, FO, UNSA, Solidaires...) syndiquent les policiers (les gendarmes n'ont pas le droit de se syndiquer) comme s'il s'agissait de travailleurs comme les autres. Les partis réformistes (PS, PCF, LFI) réclament plus de moyens pour la « police de la République » et « l'armée de la nation ». Même les organisations à leur gauche (LO, NPA, POID...) se refusent à organiser la défense des manifestations et des grèves et à préparer la dissolution des corps de répression par les milices de travailleurs.

> *L'attitude que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks observent envers l'État est une des preuves les plus évidentes qu'ils ne sont pas du tout des socialistes mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie pseudo-socialiste.* (Lénine, *L'État et la révolution*, 1917)

5 septembre 2020

4 octobre 2020 : un nouveau référendum contre l'indépendance en Nouvelle-Calédonie/Kanaky

La Nouvelle-Calédonie est un archipel d'Océanie situé dans l'océan Pacifique qui a été peuplé voici 3 000 ans. Il a été colonisé en 1853 par la France. Les Kanaks se sont soulevés en 1878 et en 1917 et ont été massacrés par l'armée de « la République ».

La nouvelle révolte des Kanaks

En 1979, les organisations nationalistes kanakes s'unissent dans le Front indépendantiste (FI) pour participer aux élections. Il s'agit d'une coalition de collaboration de classes. Son axe est l'Union calédonienne (UC), un parti chrétien fondé en 1953, lié à l'origine au MRP de métropole (aujourd'hui UDI et MoDem), mais passé ensuite de la revendication de l'autonomie à celle l'indépendance sous la houlette de l'ancien séminariste Jean-Marie Tjibaou. Les nationalistes souffrent de plus d'un handicap : le territoire n'a pas de frontière terrestre avec un État qui pourrait les appuyer, l'ethnie à laquelle il s'adresse n'a pas la majorité absolue dans la population (41 % en 2019), ils sont très divisés.

En 1981, le Front indépendantiste soutient à l'élection présidentielle la candidature de Mitterrand (PS) dont il espère naïvement qu'il accordera l'indépendance. Le Palika quitte le front, mais une minorité scissionne pour fonder Libération kanake socialiste (LKS) qui soutient la candidature de Marchais (PCF) et reste au FI. Un dirigeant indépendantiste, Pierre Declercq (UC) est assassiné. Les tueurs ne seront jamais identifiés. Des manifestations et des barrages se multiplient. En juin 1982, les loyalistes du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), dirigé par le capitaliste caldoche Jacques Lafleur en lien avec Chirac (RPR, aujourd'hui LR), descendent dans la rue (8 000 personnes à Nouméa), décrètent une « grève générale » et investissent l'Assemblée territoriale.

Chirac et Mitterrand liquident physiquement l'aile armée

Le FI se renomme Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) et boycotte les élections locales. LKS le quitte et Palika le rejoint. L'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USKTE) qui vient d'être fondée adhère au FLNKS. Des barrages sont dressés un peu partout en brousse par les indépendantistes, un siège de Thio est organisé par Éloi Machoro (secrétaire générale de l'UC et ministre de la sécurité du gouvernement provisoire) en novembre 1984 : les propriétaires caldoches sont désarmés et la gendarmerie occupée. Le 1er décembre, le FLNKS proclame un Gouvernement provisoire de Kanaky. Un caldoche est tué lors d'un affrontement sur un barrage le 2 décembre. Trois jours plus tard, dix militants indépendantistes sont assassinés dans une embuscade montée par des loyalistes. Le RPR gagne les élections législatives françaises de 1986 et Chirac devient premier ministre. Le 29 octobre 1987, la cour d'assises de Nouméa, dont le jury ne comprend pas un seul Kanak, acquitte les sept auteurs du massacre.

En janvier 1988, des indépendantistes attaque une gendarmerie française à Ouvéa : 4 gendarmes sont tués et une vingtaine sont fait prisonniers. Sur les ordres conjoints (« opération Victor ») du président Mitterrand et du premier ministre Chirac, les forces spéciales de la gendarmerie, de l'armée et des services secrets de l'impérialisme français liquident, le 12 janvier, 19 militants indépendantistes, dont Machoro. Une quasi guerre civile s'ensuit.

Le FLNKS capitule et signe les accords de Matignon et de Nouméa

Mitterrand gagne l'élection présidentielle de mai 1988. Grâce aux limites politiques des indépendantistes survivants et à la terreur étatique, son premier ministre Michel Rocard impose de négocier à Paris l'accord de Matignon-Oudinot, signé par le FLNKS et le RPCR le 26 juin 1988. L'État français découpe la Nouvelle-Calédonie en 3 provinces (Îles Loyauté, Nord et Sud), ce qui prévient une sécession totale de l'archipel. Il assure transitoirement durant un an l'exécutif du territoire qui doit être ensuite transféré au gouvernement de Nouvelle -Calédonie. Les drapeau kanak et le drapeau français flottent ensemble dans les lieux officiels. Le gouvernement provisoire de Kanaky est dissous par le FLNKS.

Un référendum d'autodétermination est prévu en 1998 avec un corps électoral plus large que les Kanaks puisqu'il inclut toutes les personnes demeurant en Nouvelle-Calédonie depuis 10 ans. Les partis sociaux-impérialistes français, PS et PCF soutiennent l'accord. Deux signataires du FLNKS, Tjibaou et Yéwéné, sont assassinés en mai 1989 par un indépendantiste. L'État français partage la principale ressource du territoire, de manière à renforcer la bourgeoisie kanake et domestiquer le FLNKS. Dans la province nord, la mine de nickel du Koniambo, située à Voh, est cédée aux indépendantistes. Ils en confient l'exploitation à une co-entreprise, la Koniambo Nickel SAS (KNS). La Société minière du sud-Pacifique (SMSP) possédée par les chefs tribaux est l'actionnaire majoritaire de KNS avec 51%

des actions, 49 % étant détenues par le groupe Glencore, un groupe capitaliste anglo-suisse.

> *Le nickel représente environ 5 % du produit intérieur brut du « pays » et 6 % des salariés. Trois sites sont présents : la Société Le Nickel (SLN), l'acteur historique dont Eramet est l'actionnaire majoritaire ; Vale Nouvelle-Calédonie (Vale NC), filiale du groupe brésilien Vale, en province Sud, et Koniambo Nickel SAS (KNS), construit après l'accord de Nouméa, dont la province Nord, dirigée par les indépendantistes, est actionnaire par l'intermédiaire de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP).* (*Le Monde,* 13 mai 2020)

Aux élections de 1995 et de 1999, Palika, l'UPM et UKS scissionnent de fait le FLNKS en présentant des candidats sous l'étiquette Union nationale pour l'indépendance-FLNKS (UNI). Le FLNKS officiel se réduit plus ou moins à l'UC.

En 1998, le FLNKS et le RPCR, qui partagent le pouvoir local depuis 10 ans, décident de repousser le référendum. Sous la houlette du président Chirac (RPR) et du premier ministre Jospin (PS), ils signent l'accord de Nouméa qui accepte le découpage en trois provinces. En paroles, l'accord prétend procéder à la *« décolonisation »* (art. 4) et reconnaître *« l'identité »* kanake (art. 1, 3), tout en entérinant la *« légitimité des autres communautés »* (art. 2, 4). Il ajoute aux institutions créées en 1989 un *« Sénat coutumier »,* décide le transfert de la plupart des pouvoirs à la collectivité, sauf la défense, la monnaie et la diplomatie. Le pouvoir exécutif est exercé par le « gouvernement de Nouvelle-Calédonie » désigné par « le congrès » élu à la proportionnelle au suffrage universel direct tous les 5 ans en même temps que les assemblées des provinces. La décision sur l'indépendance est reportée à trois référendums locaux successifs en 2018, 2020 et 2022 sur « liste électorale spéciale ».

Plus d'autonomie, plus de capitalisme

L'impérialisme chinois commence à rivaliser avec le japonais et l'américain dans la zone Pacifique. L'État français tente de conserver la Nouvelle-Calédonie dans ce contexte. Il développe les infrastructures, l'instruction, la santé. La proportion de diplômés est multipliée par cinq.

Pour l'élection présidentielle française de 2012, tous les partis du FLNKS figurent dans le comité de soutien à François Hollande. Les appareils indépendantistes s'intègrent à l'État et à la classe dominante.

> *Au fil des ans, les réformes ont créé des postes, apporté des voitures de fonction, des rémunérations, des voyages tous frais payés en métropole, des*

> *situations.* (*Le Monde diplomatique*, novembre 2018)

Pour les autres, l'amélioration n'est pas toujours évidente. L'illettrisme n'a pas disparu : 33 % de la population éprouve des difficultés pour lire. Les prix sont plus élevés qu'en métropole (33 % de plus) alors que le salaires minimum est inférieur (20 % de moins). La fiscalité, qui n'est pas progressive, pèse sur les plus pauvres. Les écarts de revenus sont deux fois supérieurs à ceux de la métropole, les 10 % les plus riches ayant un niveau de vie 7,9 fois supérieur aux 10 % les plus pauvres. À Nouméa, ceux qui marchent le long de la voie express pour regagner en tongs les « squats » ont tous la peau foncée. L'alcoolisme, la consommation de drogues, l'incivilité et la délinquance augmentent en flèche. Dans les tribunaux de l'ordre pénal, les juges ont la peau blanche et les prévenus la peau noire. Dans la prison de Camp Est de Nouméa, surpeuplée, 95 % des détenus sont mélanésiens (Kanaks, Wallisiens, Futuniens...).

Mis en difficulté en 2015 par la baisse mondiale des cours de matières premières, l'archipel s'enfonce dans la crise économique bien avant la métropole. En 2016, l'État vient en aide à la filière nickel : défiscalisation, subvention, garantie d'emprunt...

Déjà deux référendums contre l'indépendance

En 2007, le syndicat indépendantiste USTKE, le 2e après l'USOENS (lié à la CFDT), crée le Parti travailliste (PT) qui s'oppose au FLNKS. En métropole, le NPA, qui succède à la LCR, tout en courtisant le PT, se joint au choeur des réformistes pour vanter les accords de Matignon et Nouméa.

> *Le processus de décolonisation est à l'oeuvre depuis 1988, il a été confirmé en 1998 par les accords de Nouméa.* (*L'Anticapitaliste*, 9 octobre 2019)

La liste spéciale du référendum comprend les électeurs prévus en 1998, les Kanaks qui n'ont fait aucune démarche d'inscription, les résidents depuis 20 ans, les personnes nées avant le 1er janvier 1989 habitant la Nouvelle-Calédonie depuis 1988, etc.

5 Population selon la communauté d'appartenance en 2014 et en 2019

	2014		2019	
	Effectif	Répartition (en %)	Effectif	Répartition (en %)
Kanak	104 958	39,1	111 856	41,2
Européenne	73 199	27,2	65 488	24,1
Plusieurs communautés	23 007	8,6	30 758	11,3
Wallisienne, Futunienne	21 926	8,2	22 520	8,3
Autre communauté	19 146	7,1	20 486	7,5
Non déclarée	26 531	9,9	20 299	7,5
Nouvelle-Calédonie	**268 767**	**100**	**271 407**	**100,0**

Note : l'ordre des modalités diffère entre les questionnaires de 2014 et 2019. « Kanak » est désormais proposé en premier. Cette modification peut avoir un impact sur les réponses.
Sources : Insee-Isee, recensements de la population.

Insee, 29 octobre 2020

Le 4 novembre 2018, le premier se tient. Plus de 56 % des électeurs votent non à l'indépendance (voir *Révolution communiste* n° 32). Le porte-parole de LFI invite les indépendantistes à s'incliner.

> *J'imagine aujourd'hui aussi leur déception. Mais voilà, il y a eu un vote, il faut en tenir compte.* (Éric Coquerel, *France info,* 4 novembre 2018)

À l'approche du référendum de 2020, les principaux partis bourgeois français, LREM, LR et RN, font campagne pour le non. Les partis sociaux-impérialistes (PS, LFI, PCF) sont neutres. Sur place, Calédonie ensemble (proche de LREM et pour la poursuite de l'autonomie, 15 élus au congrès) et l'Avenir en confiance (proche de LR et pour le statuquo, 13 élus) appellent à voter non, le FLNKS (13 élus) et l'UNI (9 élus) à voter oui, tandis que le PT (2 élus) boycotte.

Le 4 octobre 2020, sur les 180 799 électeurs inscrits, 154 918, soit 85,7 %, ont pris part au vote. À la question déjà posée en 2018 « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? », les votants ont majoritairement répondu non, à 53,3 % contre 46,7 % pour le oui. L'écart s'est donc resserré depuis 2018.

Dans la province Sud, qui concentre l'activité économique et une population majoritairement européenne, le non l'emporte largement, avec 70,9 % des suffrages exprimés, malgré une progression du oui de 3,26 points, qui passe de 25,9 % à 29,1 %. Dans les provinces Nord et des îles Loyauté, majoritairement kanak, le oui recueille une majorité écrasante, avec respectivement 78,3 % et 84,3 %.

Le FLNKS transforme la défaite en victoire : *« Ça reste notre victoire car le oui progresse »* (4 octobre). Les partis sociaux-impérialistes respectent le cadre fixé par l'État français.

> *Le non l'a emporté, il convient donc de poursuivre et amplifier le processus d'autonomie et de responsabilité.* (PCF, *Communiqué,* 4 octobre)

> *Cette poursuite du processus initié par Michel Rocard puis Lionel Jospin, qui a survécu à toutes les alternances est la garantie d'une solution démocratique, pacifique et inclusive. Le Parti socialiste salue l'ensemble des forces politiques, loyalistes ou indépendantistes, qui ont fait preuve de responsabilité et de dignité dans un débat qui peut inquiéter une certaine partie de la population.* (PS, *Communiqué*, 4 octobre)

LO ne se prononce pas non plus pour le droit à l'indépendance.

Pour le droit inconditionnel du peuple kanak à l'indépendance, pour la révolution sociale

N'en déplaise aux nationalistes mélanésiens bourgeois (FLNKS, UNI) et petits-bourgeois (PT), il n'y a pas plus de « valeurs kanakes » que de « valeurs françaises ». Le noeud du problème est d'unir en Océanie le prolétariat (qu'il soit d'origine mélanésienne, européenne ou autre) contre la bourgeoisie (qu'elle soit française, australienne, chinoise, kanake...) pour défendre les intérêts des travailleurs, exproprier le capital, organiser et développer l'économie collectivisée à l'échelle régionale.

Pour y parvenir, il faut construire des partis ouvriers révolutionnaires qui prennent en compte l'oppression nationale des « peuples autochtones » car elle persiste en Nouvelle-Calédonie, en Nouvelle-Zélande, en Australie, etc. C'est une des conditions de la révolution prolétarienne locale, continentale et mondiale. Par conséquent, il faut défendre le droit à l'autodétermination des Mélanésiens en Nouvelle-Calédonie/Kanaky pour leur laisser le droit de séparer tout l'archipel de l'État français et constituer un État pluriethnique et métissé qui accordera les mêmes droits à tous les résidents qui accepteront ce nouveau cadre politique.

En même temps, les communistes internationalistes avertissent des limites de l'indépendance politique d'un micro-État de la taille de la Nouvelle-Calédonie, même si elle n'est pas victime d'une partition opérée par l'impérialisme français. Restés capitalistes dans un environnement capitaliste, les Fidjis (890 000 habitants, indépendantes en 1970) ou Vanuatu (300 00 habitants, indépendant en 1980) n'échappent pas à la pauvreté, à la domination économique étrangère et aux pressions impérialistes.

Droit à l'enseignement primaire dans sa langue maternelle ! Mêmes droits sociaux pour la population de Nouvelle-Calédonie qu'en « métropole » ! Restitution des terres aux Kanaks !

Droit à l'autodétermination sans condition des Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie ! Libre association avec les pays voisins !

Gouvernement ouvrier et paysan en Nouvelle-Calédonie/Kanaky ! Fédération socialiste de l'Océanie !

7 novembre 2020

États-Unis : Trump est battu mais la classe ouvrière reste désarmée

L'élection présidentielle et les élections législatives partielles à la Chambre des représentants et au Sénat viennent d'avoir lieu aux Etats-Unis. Elles ont arrêté les mobilisations contre la violence policière. Elles ont opposé surtout les deux principaux partis bourgeois, le Parti démocrate et le Parti républicain. Cela signifie que ni la campagne menée lors de ces élections, ni les résultats, ne constituent un point d'appui ou un facteur de rassemblement pour la classe ouvrière américaine. Pour ces élections, comme pour les élections précédentes, et comme en dehors du terrain électoral, toutes les recherches de la classe ouvrière, des minorités opprimées, des femmes travailleuses, de la jeunesse dans ses grèves, ses manifestations, etc. ont au bout du compte été subordonnées au Parti démocrate.

Le Parti républicain, avec l'aide de la majorité de la prêtraille chrétienne, a toujours eu une base populaire, en particulier chez les travailleurs indépendants, les professions libérales, le petit encadrement, les gardiens de prison, les policiers et les militaires de métier (dont le nombre ne fait que grandir au fil du temps), les immigrants de Cuba...

Son rival, l'ancien parti des esclavagistes, dupe aussi nombre de travailleurs salariés depuis l'époque impérialiste. C'est le résultat non seulement de l'habileté des politiciens démocrates (tout aussi véreux que les républicains) et de l'aide des clergés minoritaires (catholique, baptiste, musulman...), mais aussi de la complicité des appareils corrompus des organisations d'exploités. Les bureaucraties syndicales (AFL-CIO, CtW), et celles des mouvements basés sur l'origine nationale ou ethnique (dont BLM), la sociale-démocratie (Sanders, DSA...), les débris du stalinisme (CPUSA, RCP...) et même de groupes issus du trotskysme (ex-ISO, LRP...) refusent obstinément de construire une alternative ouvrière aux deux grands partis bourgeois. L'opportunisme politique se cache toujours derrière un pragmatisme de façade consistant à expliquer que d'appeler à voter Biden est un moindre mal, qu'il est possible de le pousser sur sa gauche, etc.

Pourtant, toute l'histoire des Etats-Unis montre que le Parti démocrate et le Parti républicain sont aux mains de la bourgeoisie.

> *Les Américains ont fourni depuis longtemps la preuve que la république bourgeoise est la république des hommes d'affaires capitalistes, où la politique n'est qu'une affaire commerciale parmi d'autres.* (Friedrich Engels, 31 décembre 1892)

Le « parti de droite » et « le parti de gauche » se partagent également le financement par les groupes capitalistes.

> *Les sociétés cotées ont augmenté leurs dons aux candidats démocrates cette année... Trois quarts des managers interrogés par la Yale School of Management le 23 septembre ont déclaré qu'ils voteraient pour Biden.* (*Financial Times,* 27 septembre 2020)

Les majorités parlementaires les présidents démocrates et républicains ont alternativement pris en charge les coups contre la classe ouvrière et l'immixtion dans le reste du monde. Dans ces conditions, du point de vue de la classe ouvrière américaine, le résultat de ces élections expriment une grande confusion politique, alors même que des secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse scolarisée ont montré récemment une grande combattivité, contre le racisme, contre les exactions policières. Cette tendance s'est aussi traduite par la montée de la principale organisation socialiste (DSA) et le succès de la campagne de Sanders.

Est-ce à dire qu'aucun enseignement ne peut être tiré de ces élections et que tout continue comme avant ? Pas du tout.

L'affrontement qui a eu lieu dans ces élections reflète la division de la classe dominante sur un sujet brûlant : quel avenir pour l'impérialisme américain ? Ou plus exactement : quelle forme de gouvernement, quel régime politique correspond le mieux aux défis que doit relever la bourgeoisie américaine ? En effet, il y a accord fondamentalement entre tous les représentants politiques des capitalistes sur le constat, à l'extérieur, de la perte d'influence économique, politique et militaire du premier impérialisme mondial et il y a accord entre elles pour identifier l'impérialisme chinois comme la menace la plus importante pour l'impérialisme américain. Au plan intérieur, il y a également accord sur la nécessité de restreindre les dépenses sociales, de maintenir l'ordre et même sur l'utilisation de la planche à billets pour soutenir les capitalistes dans la crise économique, la bourgeoisie se convertissant avec la plus grande facilité de « l'indépendance de la banque centrale » et de « l'orthodoxie budgétaire » à la « stimulation monétaire et budgétaire keynésienne », selon les nécessités du moment.

Pourtant, elle se divise politiquement. Face au déclin, l'aile de la bourgeoisie représentée par le Parti républicain et Trump a intensifié l'agressivité envers l'Iran et le Venezuela, la Chine et ses autres rivaux impérialistes, fussent-ils des « alliés traditionnels ». Face au chômage et à la paupérisation d'une partie de la population, Trump a cherché le rassemblement d'une force politique sur un axe populiste, « antisystème » et complotiste, qui désigne des boucs émissaires (immigrants, « assistés », etc.) plus proche

par certains côtés de la rhétorique fasciste que de la thématique traditionnelle du Parti républicain.

Dans une tentative bonapartiste, Trump a mené sa campagne sur quelques mots d'ordre simples : encore et toujours, rendre « sa grandeur à l'Amérique », en désignant de plus en plus l'ennemi chinois puisque même le coronavirus serait une invention chinoise ; pour que le capitalisme continue comme si de rien n'était pendant la pandémie, celle-ci étant sciemment minimisée, alors qu'elle frappe en majorité les pauvres, les noirs, etc. ; pour le rétablissement de la loi et l'ordre contre les manifestants après les assassinats policiers de Noirs, par la violence étatique avec l'envoi de la Garde nationale et de l'armée (ce que l'état-major lui a refusé) et même l'intervention de milices fascistes ; en accusant son adversaire Biden de conduire la société « au socialisme ou au communisme » !

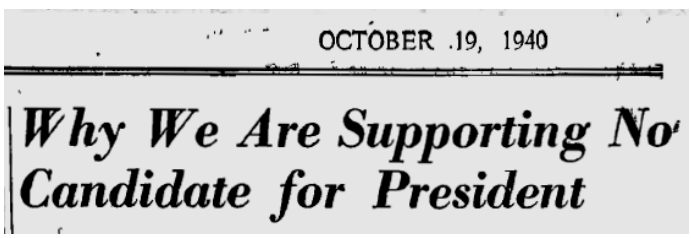
Évidemment Trump n'est pas idiot au point de confondre Biden avec un révolutionnaire comme le furent Daniel De Leon (1852-1914), Eugen Debs (1855-1926), James Cannon (1890-1974)... ni même avec un social-démocrate comme Bernie Sanders qui veut limiter les privilèges des capitalistes sans remettre en cause leur existence.

Trump était tout sauf un théoricien. Il pressentait confusément que l'affrontement avec les autres impérialismes nécessite à l'intérieur un régime beaucoup plus autoritaire et centralisé. Ne s'embarrassant d'ailleurs pas des fictions de la démocratie américaine, Trump avait prévenu d'avance que s'il perdait, c'était que les élections étaient truquées.

L'autre aile de la bourgeoisie représentée par le Parti démocrate et Biden, est au contraire sur le plan intérieur comme à l'extérieur, pour les vieilles ficelles, prétendant à l'apaisement, au consensus, au rassemblement de la nation, au respect des règles démocratiques, bref pour que l'exploitation capitaliste et les affaires puissent se dérouler dans le calme et la sérénité.

> *Il est temps de mettre de côté la rhétorique dure, de faire baisser la température, de se regarder et de s'écouter de nouveau.* (Joe Biden, 7 novembre 2020)

Les résultats donnent sans conteste la victoire à Biden, mais Trump n'est pas écrasé, l'écart en voix étant d'environ 4,5 millions de voix sur plus de 147 millions de votants, soit un peu plus de 3 % dans une participation fortement accrue où les deux candidats ont augmenté de plusieurs millions chacun leurs nombres de voix.


OCTOBER .19, 1940

Why We Are Supporting No
Candidate for President

La position du SWP, section de la 4e Internationale, en 1940

Mal élu en 2016 (il avait reçu 2 millions de voix de moins que Clinton), Trump a cherché en 2020 à élargir sa base électorale en incluant une frange qui est prête à en découdre dans la rue contre les jeunes socialistes ou anarchistes, les militants noirs, etc. Son électorat est hétérogène : aux deux bouts de l'échelle des revenus, il fait le même score chez ceux qui gagnent plus de 200 000 dollars par an que ceux qui gagnent moins de 30 000. Trump capte 55 % des électeurs qui se déclarent « Blancs », 12 % des « Afro-Américains » et 32 % des « Latinos ». Les électorats noir et latinos se sont plus partagés que ne l'espérait l'appareil démocrate, en particulier parce que, dans le capitalisme, ils sont mis en concurrence avec les nouveaux immigrants illégaux.

Le Parti républicain conserve la majorité au Sénat et le Parti démocrate est affaibli à la Chambre des représentants. Le décompte des voix n'est pas encore totalement achevé et il est contesté par Trump dans certains États, mais Biden a déjà obtenu la majorité de 279 grands électeurs lui garantissant la victoire, alors que le système archaïque favorise la campagne (où domine le Parti républicain) au détriment des métropoles (plus favorables au Parti démocrate). Dans le comté de New York, Biden fait 85 % ; à San Francisco, 86 % ; à Washington, 93 %...

Trump a beau refuser de reconnaitre le résultat, il n'a pas les moyens politiques, les services secrets et l'état-major étant réticents, pour un coup d'État qui déstabiliserait l'idéologie dominante (respect de la Constitution, désignation des gouvernants par élection, antiracisme proclamé...) et pourrait ouvrir la voie à une intervention propre de la classe ouvrière (il y avait des appels préventifs à la grève générale émanant de quelques syndicats en cas de coup de force). Trump est donc désormais lâché par des caciques du Parti républicain, par les médias de masse qui lui étaient favorables, etc. Après les fortes mobilisations contre les exactions policières, la majorité de la bourgeoisie n'est aucunement tentée par l'aventure et se range derrière le respect des urnes et des institutions qui servent de paravent à sa domination.

Est-ce à dire que Trump n'était qu'une parenthèse qui vient de se refermer et que les choses vont rentrer dans l'ordre habituel ? Rien n'est moins sûr.

En effet tous les problèmes qui assaillent l'impérialisme américain restent sur la table :

La variation du PIB prévue pour 2020 est de -4,9 % pour les Etats-Unis et de +2 % pour la Chine. En glissement annuel, c'est-à-dire en comparant la croissance sur le même trimestre de l'année précédente, on obtient pour le 3e trimestre 2020 – 2,9 % pour les Etats-Unis et +4,9 % pour la Chine.

De plus, alors que la pandémie est sous contrôle en Chine, elle court librement aux Etats-Unis et continue

à faire des ravages. Dans ce domaine aussi, comme dans celui de l'économie, la bourgeoisie chinoise utilise à plein le régime politique autoritaire et anti-démocratique issu du régime stalinien et dont elle se sert désormais pour parvenir à ses fins, pendant que la société américaine semble se déchirer, y compris sur le port du masque, à cause de ses prétentions démocratiques.

Évidemment, l'impérialisme étasunien reste le plus puissant, son PIB annuel est d'environ 21 500 milliards de dollars contre 15 000 milliards pour l'impérialisme chinois, ses grandes entreprises l'emportent dans presque toutes les branches, sa culture imprègne le monde, sa supériorité militaire est indiscutable. Mais l'économie chinoise a des atouts : sa force de travail et son marché intérieur sont gigantesques (avec 1,415 milliard d'habitants contre 331,5 millions pour les Etats-Unis), ses infrastructures et les équipements des entreprise sont récents, elle bénéficie encore d'une meilleure image dans les pays dominés... Le capitalisme chinois est contraint à l'extension internationale, pour des raisons de compétition (s'assurer des débouchés et des ressources, donner une taille mondiale à ses groupes...) et aussi pour préserver la paix sociale. Tard venue, la bourgeoisie chinoise se heurte partout aux positions des vieilles puissances impérialistes, au premier chef le Japon et les États-Unis.

Le gouvernement Biden-Harris cherchera à neutraliser la Russie et à rassembler derrière l'impérialisme américain d'autres comme la France, l'Allemagne... pour faire reculer la Chine. En réintégrant les accords de Paris sur le climat, Biden entend avant tout imposer des barrières douanières contre les pays « pollueurs » au premier rang desquels la Chine. Mais il n'est pas au bout de ses peines. La poursuite de la guerre commerciale ne bénéficiera pas plus aux Etats-Unis qu'aux autres impérialismes, mais précipitera les prochaines crises capitalistes mondiales. Or la politique d'apaisement, de réconciliation nationale, que Biden veut mener ne peut fonctionner que par temps calme, quand la croissance est régulière et forte, quand l'impérialisme peut distribuer suffisamment de miettes à une partie significative de sa classe ouvrière pour acheter la paix sociale.

Or toute la situation mondiale va à l'inverse. Le « populisme », la tentation bonapartiste, voire fasciste, ne s'éteindront pas aux Etats-Unis avec la défaite électorale de Trump. Tant que la classe ouvrière américaine ne dispose pas de sa propre représentation politique, d'un parti ouvrier qui la rassemble indépendamment de la bourgeoisie, y compris lors des élections, elle est condamnée à osciller d'un bord à l'autre des partis bourgeois.

Un véritable parti ouvrier ne peut être que révolutionnaire et internationaliste. Pour commencer, il faut rassembler sur le programme marxiste les travailleurs conscients dans une organisation à l'échelle de tout le pays, liée à ses soeurs et frères des autres pays. Appeler les syndicats et les organisations des opprimés à rompre avec le Parti démocrate est une des tâches de l'avant-garde. Dans les syndicats ainsi que dans un éventuel parti constitué par les syndicats, dans les entreprises, les administrations, les quartiers et les universités, l'organisation communiste combattra pour :

- un système de santé de qualité public et gratuit pour tous financé par les patrons, tous les examens, opérations et traitements nécessaires à la vie des travailleurs doivent être gratuits, de l'insuline aux médicaments anticancéreux,
- la suppression des brevets sur les vaccins, les médicaments et les équipement médicaux, expropriation des groupes capitalistes de ces secteurs, des clinques privées, des groupes d'assurance santé privés,
- l'expropriation et mise au service des travailleurs de toutes les logements des grandes entreprises propriétaires, garantie de logements de qualité bon marché pour tous.
- l'augmentation des salaires, des pensions de retraite suffisantes et garanties payées par les patrons, des indemnités de chômage décentes payées par les patrons,
- l'accueil des réfugiés, des migrants économiques et des étudiants, l'égalité des droits de tous les travailleurs,
- un enseignement public, gratuit, de qualité et laïque à tous les niveaux, y compris à l'université, annulation de tous les emprunts bancaires pour études,
- toutes les religions, les sectes, les entreprises, l'armée et tous les intérêts étrangers à la science, hors de l'enseignement,
- le retour à la gestion publique de tous les services privatisés : « charter schools » (généralisés par Obama), prisons, services sociaux, maisons de retraite, hôpitaux publics...
- le droit effectif à l'avortement,
- la protection de l'environnement,
- le démantèlement et le désarmement des polices militarisées et des milices racistes et fascistes, seul moyen de mettre fin à la brutalité raciste, la fin des interventions militaires,
- la suppression de la Cour suprême...

De telles revendications ne peuvent être satisfaites qu'avec l'autodéfense des salariés et des opprimés contre la police, l'instauration d'un gouvernement ouvrier, le démantèlement de l'État bourgeois, l'expropriation des groupes capitalistes, la perspective du socialisme mondial.

8 novembre 2020

Pologne : attaque contre le droit à l'avortement

photo Grzegorz Żukowski

Le 22 octobre 2020, les 15 membres du Tribunal constitutionnel ont statué contre 19 millions de femmes en Pologne et 84 % de la population qui déclarent soutenir le droit à l'avortement (sondage réalisé pour le quotidien *Gazeta Wyborcza*). Ils ont décrété que l'invocation de la malformation grave d'un foetus qui constitue 98 % des avortements légaux (1 100 seulement par an) est désormais « *incompatible* » avec la Constitution. Une disposition qui réduit à peau de chagrin le droit à l'IVG en Pologne, dont la législation en matière d'avortement est déjà l'une des plus restrictives d'Europe. Jusque-là, les femmes ne pouvaient avorter que dans trois cas : danger de mort pour la mère, grossesse résultant d'un viol ou d'un inceste, malformation du foetus (désormais interdit).

Le nombre d'interruptions volontaires de grossesse pratiquées clandestinement en Pologne, avec tous les risques qu'elles comportent pour la santé et la vie des femmes ou dans des cliniques étrangères pour celles qui peuvent payer, atteindrait près de 200 000 par an.

Mobilisation contre l'offensive réactionnaire incessante

Depuis 2015 et l'arrivée au pouvoir en Pologne du parti réactionnaire Droit et Justice (PIS) soutenu par l'institution anti-femmes qu'est l'Église catholique, par des groupes fascistes (ONR, Falanga, ABC) et autres « *pro vie* », à trois reprises, la mobilisation de centaines de milliers de femmes et d'hommes a empêché l'aggravation des restrictions au droit d'avorter.

Cette fois encore, dès connu l'arrêt du Tribunal constitutionnel, des mobilisations spontanées ont eu lieu dans tout le pays. Depuis, la résistance s'organise autour des groupes et associations qui avaient vertébré la mobilisation de 2016 devant laquelle le gouvernement avait dû reculer. Dimanche 25 octobre, des irruptions ont eu lieu pendant les offices religieux dans de nombreuses églises, ce qui est sans précédent, actions qualifiées de « *profanations* » et menacées de « *sanctions sévères* » par le ministre de la justice. Lundi, la quasi-totalité des villes était paralysée par des blocages massifs. Mercredi 28 octobre des dizaines de milliers de femmes ont répondu à un appel à « *la grève générale des femmes* », relayé sur les réseaux sociaux et soutenu par la signature de 400 000 femmes, qui a donné lieu à des marches de protestation. À Varsovie, vendredi 30 octobre, s'est tenue une manifestation nationale qui a rassemblé 100 000 personnes. Le quartier où réside Kaczynski, président du PIS, chef de la majorité au parlement, a été entièrement bouclé par la police de peur que les manifestants ne le débusquent. L'armée a été déployée dans les rues du centre et a protégé, comme la police, les milices nationalistes et les calotins ensoutanés ou pas qui insultaient les manifestant(e)s, lançaient des projectiles et des fumigènes.

Devant le rejet massif de l'attaque, la multiplication des marches qui exigent la démission du gouvernement, le président de la république a sorti du missel un projet de loi qu'il entend soumettre rapidement au parlement, visant à « *un nouveau compromis* ». Il s'agirait de différencier les formes de pathologies du foetus pour autoriser ou non l'IGV : oui, peut-être, pour des maladies graves et incurables ; toujours non pour des formes de handicap comme la trisomie. Il s'en tient en fait très exactement à ce qu'il déclarait déjà au cours de sa campagne électorale présidentielle de juin 2018 :

> *Je signerai la loi interdisant l'avortement eugénique, avant tout pour supprimer le droit de tuer des enfants atteints du syndrome de Down* (trisomie 21).

Un droit menacé sur tous les continents

Le jour même où le Tribunal constitutionnel donnait satisfaction à la réaction polonaise, son ministre de la Santé signait une déclaration dite « *consensus de Genève* » que l'administration Trump a pilotée, utilisant la tenue (virtuelle) de l'assemblée de l'OMS 2020.

> *Réaffirmer qu'il n'existe pas de droit international à l'avortement, ni d'obligation de la part des États de financer ou de faciliter l'avortement, conformément au consensus international établi de longue date selon lequel chaque nation a le droit souverain de mettre en oeuvre des programmes et des activités en conformité avec ses lois et politiques.* (Arabie Saoudite, Bahreïn, Biélorussie, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Congo RC, Congo RDC, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Gambie, Géorgie, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Kenya, Koweït, Lybie, Nauru, Niger, Oman, Pakistan, Pologne, Sénégal, Soudan RSS, Soudan RS, Ouganda, Zambie)

Le droit à l'avortement et à la contraception reste un combat. Selon les chiffres du Planning familial français,

une femme meurt toutes les 9 minutes d'un avortement clandestin quelque part dans le monde et 300 000 meurent de complications liées à une grossesse ou un accouchement mal suivis. En 2019, d'après l'OMS, sur 1,1 milliard de femmes ayant besoin de planification familiale, 270 millions n'ont pas accès à la contraception, moins de la moitié des femmes en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

Au début du XXI[e] siècle, l'IVG reste interdite dans une vingtaine de pays : Congo, Égypte, Gabon, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Laos, Madagascar, Mauritanie, Nicaragua, Palaos, Philippines, RDC, République dominicaine, Sénégal, Salvador, Surinam. Malte, où le catholicisme est religion d'État, demeure le seul pays de l'Union européenne prohibant totalement l'interruption volontaire de grossesse. En cas d'infraction, la peine encourue par les praticiens et par les patientes atteint trois ans de prison.

En Europe, l'avortement est également illégal en Andorre, à Saint-Marin et au Vatican. Le droit à l'avortement, arraché parfois tout récemment comme en Irlande (2018), au Luxembourg (2014) ou en Espagne (2010), se trouve limité par la « clause de conscience », brandie par 70 % des médecins en Italie (10 % en moyenne sur le continent). De même, les conditions d'accès aux structures de soins et de remboursement privent des milliers de femmes de leur droit, comme en Hongrie ou en Slovaquie.

Ailleurs, l'avortement est soumis à des conditions extrêmement restrictives. Ainsi, l'IVG est accessible uniquement en cas de danger pour la vie de la mère dans des pays comme le Bangladesh, la Birmanie, la Corée du Sud, la Côte d'Ivoire, la Libye, l'Ouganda, le Soudan du Sud, l'Irak, le Liban, la Syrie, l'Afghanistan, le Yémen, le Sri Lanka, le Guatemala, le Paraguay ou encore le Venezuela. S'y ajoutent le viol, l'inceste, la malformation grave du foetus pour les généreux législateurs en Argentine, au Brésil, au Chili, en Israël (qui ajoute la nécessité d'être célibataire et le passage devant une « commission de fin de grossesse médicale »), en Iran, au Rwanda. Pour faire de la place (!) le président de ce pays a libéré 50 femmes en octobre, puis 50 en mai, condamnées pour avoir avorté, à des peines de prison allant de 12 années à la perpétuité.

Aux Etats-Unis, où depuis l'arrivée de Trump, les lois très restrictives se multiplient dans les États à majorité républicaine, les bataillons chrétiens « pro life » agressent les femmes devant les hôpitaux qui pratiquent des IVG, menacent médecins et soignants. La récente nomination à la Cour suprême de la juge Amy Coney Barrett, ultraréactionnaire et bigote catholique, a galvanisé les troupes qui rêvent d'une interdiction de l'avortement.

Occupe-toi de ton culte !

Dans les pays qui interdisent ou limitent l'IVG et la contraception, les religions jouent leur rôle d'aliénation des femmes. Avec une belle unanimité en dépit des rites différents et des croyances particulières, les chefs bouddhistes du Laos, les évêques catholiques de France ou évangélistes du Brésil, les imans musulmans chiites d'Iran ou sunnites d'Arabie saoudite, les rabbins d'Israël partagent la même volonté de régir la vie des femmes, de décider à leur place. Ils prêchent la soumission à l'ordre patriarcal. Ils sont nos ennemis.

Laïcité stricte des États ! Aucune subvention aux religions ! Les clergés hors des écoles et des hôpitaux !

Avortement, contraception libres et gratuits !

Si cette exigence est revendiquée par toutes les femmes qui veulent maîtriser leur vie, disposer de leur corps, ce sont les prolétaires, les mineures, les sans-papiers, toutes les pauvres qui souffrent le plus de s'en voir privées. C'est pourquoi il est de la responsabilité des partis et des syndicats qui disent parler au nom de la classe ouvrière et des opprimés de participer au combat pour les droits des femmes, d'organiser l'autodéfense des manifestations, en Pologne comme en France.

5 novembre 2020

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]
100 milliards de plus pour les patrons !
À quoi sert le "dialogue social" ? p. 2
La Convention citoyenne sur le climat p. 7
Macron cède aux policiers et vire Castaner p. 10
Trotsky (1879-1940) p. 12
Maurice Rajsfus (1926-2020) p. 13
Le plan de relance de l'Union européenne p. 15
Biélorussie : comment l'emporter ? p. 20
États-Unis : mouvement contre la police et présidentielle p. 21
Irlande : le gouvernement Fianna Fáil-Fine Gael p. 25
Livre : Piketty, *Capital et idéologie* p. 26
Déclaration commune des communistes internationalistes de France et de Turquie contre la menace de guerre p. 28
n° 41 septembre 2020 2 euros

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... **Prénom** .....
Adresse .....
Code postal ..... **Ville**..... **Pays**.....
Adresse électronique .....@.....

Arménie et Azerbaidjan : la guerre du Haut-Karabakh

Les racines historiques de la question du Haut-Karabakh

Dans la Russie tsariste que Lénine avait qualifié de prison des peuples, tous les peuples connaissaient une répression sévère. Avec la Révolution d'octobre, ces peuples ont recouvré la liberté, toutes les oppressions nationales ont pris fin et ils ont obtenu le droit de déterminer librement leur avenir. Avec cette révolution, se sont formés les États et les régions autonomes de tous les peuples opprimés sous l'autocratie tsariste. Avec la Révolution d'octobre, les travailleurs d'Arménie et d'Azerbaïdjan aussi avaient fraternisé. La région appelée Haut-Karabakh est en fait comme un îlot au sein des frontières de l'Azerbaïdjan. Et c'est pour cette raison qu'elle a obtenu une autonomie en 1923.

Mais lors la trahison de la révolution d'Octobre par la bureaucratie et l'étouffement de la révolution mondiale, le destin des peuples des soviets s'est trouvé entraîné vers un tout autre avenir. L'utopie réactionnaire de la bureaucratie stalinienne de « socialisme dans un seul pays » s'est noué, en pratique, dans le « grand chauvinisme russe ». Le résultat de cette politique a préparé le terrain au retour des vieux préjugés entre les peuples.

À la fin des années 1980 qui ont vu l'URSS s'intégrer au capitalisme, le nationalisme a atteint des sommets. En 1991, le processus d'achèvement de l'effondrement de l'URSS avait débuté. Durant cette année, avec un mois d'écart, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont déclaré qu'ils quittaient l'URSS et qu'ils devenaient des États capitalistes indépendants. Durant ce processus, la direction du Haut-Karabakh a organisé un référendum sur l'autonomie, puis a déclaré son indépendance. Bien que l'indépendance de tous les pays ayant quitté l'URSS ait été reconnu, le pays dont l'indépendance n'a été reconnue par aucun autre est le Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan et l'Arménie qui n'ont pas reconnu la déclaration d'indépendance du Haut-Karabakh ont ouvert la voie a des affrontements, massacres et guerres qui allaient durer de nombreuses années en prétendant avoir des droits sur cette région. L'Arménie a envahi le corridor qui servait de zone tampon entre le Haut-Karabakh et ses propres frontières.

Durant cette guerre qui a eu lieu entre les années 1988 et 1993, un million d'Azéris ont été obligés de quitter les terres où ils vivaient. Le bilan de la guerre a été de 30 mille morts.

L'État bourgeois d'Azerbaïdjan déclare que cette région qui était autonome sous l'URSS se trouvait alors au sein de ses frontières et explique que c'est à lui qu'il revient de droit. Pourtant, le peuple du Haut-Karabakh a, par deux fois, décidé de se séparer de l'Azerbaïdjan et a déclaré son indépendance suite à un référendum.

Quant à l'État bourgeois d'Arménie, il déclare que le Haut-Karabakh lui appartient puisque la majorité de sa population est constituée par des Arméniens. Pourtant, même si la majorité de la population de la région est constituée d'Arméniens, d'autres peuples y existent, à commencer par les Azéris. L'État bourgeois d'Arménie a expulsé environ un million d'Azéris du Haut-Karabakh de leurs propres terres. Toutes les alternatives bourgeoises constituent un obstacle au droit à l'autodétermination des peuples du Caucase vivant dans le Haut-Karabakh.

Il existe une réalité que l'on essaye de faire oublier, de ranger sur les étagères poussiéreuses de l'histoire. Et cette réalité est que l'un des peuples les plus anciens du Haut-Karabakh est le peuple kurde. La première direction nationale des Kurdes au XX^{e} siècle, à savoir le Kurdistan rouge de Lénine, se trouvait dans le Haut-Karabakh où des combats ont lieu aujourd'hui. Tant que cette réalité historique n'est pas prise en compte, aucune solution durable à la question du Karabakh ne peut être apportée. [...]

La guerre n'est pas une simple guerre frontalière, il s'agit du front caucasien du partage impérialiste

L'Azerbaïdjan tente, avec le soutien sans limite de la Turquie, d'obtenir la revanche de 1991 et d'agrandir ses espaces d'hégémonie. En ne tenant pas compte du statut du peuple du Haut-Karabakh, il tente, avec le soutien militaire et logistique du régime d'Erdoğan et de ses bandes djihadistes, de piller la région. Ce faisant, il essaye également d'assiéger l'Arménie qui est sous l'étau d'un embargo et de le soumettre. Il annule complètement les droits et libertés qui étaient déjà très limités en renforçant la vague ultranationaliste et l'oppression de l'État autoritaire. Le parlement d'Azerbaïdjan a voté un paquet de mesures limitant les droits et libertés constitutionnels et de propriété des citoyens d'Azerbaïdjan et des étrangers résidents tant que l'état de guerre perdurera.

L'Arménie. L'Arménie a assuré son hégémonie sur le Haut-Karabakh avec le soutien de la Russie lorsque la guerre a éclaté suite à la dislocation de l'URSS. Elle continue de l'assurer depuis plus de 30 ans, toujours avec le soutien de la Russie. Depuis 1993, la Turquie et l'Azerbaïdjan imposent un embargo à l'Arménie en mettant en avant la question du Haut-Karabakh. Comme ses frontières avec l'Azerbaïdjan sont fermées, l'Arménie se trouve assiégée. Cette dernière n'a aucune voie d'accès vers l'Ouest en raison de la fermeture de ses frontières avec la Turquie. Elle s'ouvre au monde en passant par la Russie. Cela la rend encore plus dépendante de la Russie. L'Arménie est l'un des pays de la Communauté des États Indépendants où la Russie est la plus influente. Il existe de nombreuses bases militaires russes sur son territoire. L'Arménie n'a pas la force de résister seule à la Turquie et à l'Azerbaïdjan.

La Russie a par le passé soutenu l'Arménie face à l'Azerbaïdjan. L'Iran a annoncé son soutien à l'Arménie. La Turquie est passée tout près d'une guerre de nombreuses fois contre la Russie en Syrie. Les avancées d'Erdoğan ont été, à chaque fois, perturbées par la Russie. En Libye également, les intérêts de la Russie et ceux de la Turquie s'opposent. La Russie mène en Libye une guerre contre les forces appuyées par la Turquie. La France soutient, quant à elle, la Grèce en Méditerranée orientale face à l'accord sur l'énergie. Toutes les avancées du régime d'Erdoğan qui tente de créer de la légitimité à ses buts impérialistes avec un discours de « zone sécurisée » en Syrie, de « patrie bleue » en Libye, d'une « souche commune » en Azerbaïdjan se trouvent perturbées par l'impérialisme russe. Il est inévitable qu'une fois de plus, l'appétit impérialiste d'Erdoğan dans le Caucase fasse face à la Russie. [...]

Contre le chauvinisme, redressons le drapeau du communisme international

Toutes les parties prenantes de cette guerre sont réactionnaires, guerre qui a pour but de déterminer qui aura le droit de coloniser le Haut-Karabakh. Quel que soit le vainqueur de ce conflit, il ne pourra non seulement pas apporter une paix durable, mais étendra la guerre à tout le Caucase. Quel que soit le vainqueur, il entreprendra une épuration ethnique des habitants du Haut-Karabakh. Dans cette guerre, soutenir un État bourgeois ou un autre ou bien se contenter d'une opposition pacifiste à la guerre reviendra à porter de l'eau au moulin du chauvinisme et à devenir complice des crimes de guerre.

La tâche historique des révolutionnaires de Turquie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie est de militer pour le défaitisme révolutionnaire contre leur État bourgeois. C'est d'entrer dans une guerre de classe internationale contre l'ordre du capital qui engendre la guerre.

Erdoğan qui a soufflé sur les braises du conflit, qui s'est posé en protecteur du gouvernement azéri, qui a envoyé les bandes djihadistes de Syrie au Haut-Karabakh est le principal instigateur de la guerre.

Défendre le droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh, faire front contre les États bourgeois qui sont parties prenantes dans cette guerre, mener une lutte sans merci contre le chauvinisme, livrer une lutte militante contre la pression de l'État créée par la guerre et contre les destructions sociales dont le peuple travailleur est victime sont les tâches historiques des révolutionnaires de Turquie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. La paix ne sera possible que si l'ordre impérialiste-capitaliste qui se nourrit des crises, de l'exploitation, de la pauvreté, de la guerre et des destructions est renversé et un ordre socialiste est bâti pour le remplacer. Et pour cela, l'humanité a besoin d'un parti révolutionnaire international comme elle a besoin d'air et d'eau.

Non à la guerre entre les peuples et à la paix entre les classes !

Toutes les puissances occupantes, hors du Haut-Karabakh !

Droit à l'autodétermination du peuple du Haut-Karabakh !

Droit au retour à tous les peuples qui ont été exilés du Haut-Karabakh !

Pour les soviets du Haut-Karabakh ! Pour les soviets du Caucase !

4 octobre 2020
Patronsuz Dünya/Turquie

200e anniversaire de la naissance d'Engels (1820-1895)

Engels nous a montré le chemin... il était à la fois le chef et le combattant... la théorie et la pratique ont fusionné en lui. (Wilhelm Liebknecht, *Souvenirs*, 1901)

Un intellectuel prolétarien

Né le 28 novembre 1820 à Barmen, au coeur de l'industrie textile prussienne, à 300 km environ au nord de Trêves (ville de naissance de Marx), Friedrich Engels était le fils d'un capitaliste industriel, religieux et conservateur. Il devint rapidement athée, étudia la philosophie, se dit *« partisan enthousiaste de Strauss* [*La Vie de Jésus*] *»* (1839), se lia dès 1841 aux Jeunes hégéliens (Feuerbach, Stirner, Bauer...) pendant son service militaire. Sous pseudonyme (Friedrich Oswald), il écrivit, contre la métaphysique du philosophe réactionnaire très en vue Schelling, en défense de la dialectique hégélienne. Cela donna lieu à deux textes, « Schelling et la révélation » et « Schelling, la philosophie en Jésus-Christ » (1842). Il admit

> *une reconnaissance pleine et entière de l'influence qu'eut Feuerbach, plus que tout autre philosophe post-hégélien... Il faut avoir éprouvé soi-même l'action libératrice de ce livre* [*L'Essence du christianisme*] *pour s'en faire une idée. L'enthousiasme fut général : nous fûmes tous momentanément des feuerbachiens.* (Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande,* 1886)

C'est également en se détachant de l'idéalisme que Marx et Engels impulsèrent le développement du socialisme scientifique comme théorie révolutionnaire

> *Maintenant, l'idéalisme était chassé de son dernier refuge, la conception de l'histoire ; une conception matérialiste de l'histoire était donnée et la voie était trouvée pour expliquer la conscience des hommes en partant de leur être, au lieu d'expliquer leur être en partant de leur conscience, comme on l'avait fait jusqu'alors.* (Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880)

C'est sur les épaules des géants qu'ils se hissaient pour avoir la perspective la plus large et la plus claire possible.

> *Nous, socialistes allemands, sommes fiers de tenir origine non seulement de Saint-Simon, Fourier, Owen, mais aussi de Kant, Fichte et Hegel... Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier de la philosophie classique allemande.* (Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, 1886)

Engels établit clairement que c'est en appuyant sur les socialismes qui les ont précédés que Marx et Engels purent construire le socialisme scientifique. Le titre original de son *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (*Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft*) signifie d'ailleurs « Le développement du socialisme de l'utopie à la science », ce qui implique un progrès plus qu'une opposition frontale.

La théorie et la politique communistes sont, par nature, polémiques. Contre un intellectuel du parti allemand (SPD) qui régressait dans l'idéalisme, Engels rédigea en 1876-1877, avec l'approbation et la collaboration de Marx, une synthèse, *Monsieur Dühring bouleverse la science*, plus connue sous le nom d'*Anti-Dühring*. Il s'agit d'un remarquable manuel socialiste qui embrasse la méthode (partie 1 : « philosophie »), l'analyse économique du capitalisme (2 : « économie politique ») et le programme (3 : « socialisme »).

Il avait un intérêt constant pour tout savoir, y compris pour les sciences de la nature.

> *Il s'agissait... de me convaincre dans le détail – alors que je n'en doutais aucunement dans l'ensemble – que dans la nature s'imposent... les mêmes lois dialectiques du mouvement qui, dans l'histoire aussi, régissent l'apparente contingence des événements : les mêmes lois qui, formant également le fil conducteur dans l'histoire de l'évolution accomplie par la pensée humaine, parviennent peu à peu à la conscience des hommes pensants.* (Préface de *Anti-Dühring*, 1885)

Il précise toutefois que :

> *Il est très facile de transférer à nouveau ces théories de l'histoire de la nature à celles de la société ; et il est par trop naïf de prétendre avoir prouvé par-là que ces affirmations sont des lois naturelles et éternelles de la société... À elle seule, la conception de l'histoire comme une simple lutte de classes est plus riche et plus profonde que sa simple réduction à des phases à peine différenciées de la lutte pour la vie.* (*Dialectique de la nature*, manuscrits de 1873-1883 publiés en 1925)

Dans une introduction à *La Guerre civile en France*, parue en 1891, Engels résumait la conception marxiste de l'État, qui *« n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la*

monarchie ». La même année, il publia *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. Il y expliquait que l'oppression des femmes et l'apparition de l'État sont liés à la division de la société en classes.

Un militant révolutionnaire

S'il écrivit un poème avant l'âge de dix ans sur la révolution de 1830, son premier texte politique (*Lettres de Wuppertal*, 1839) portait sur les conditions d'existence misérables de la classe ouvrière, qu'il pouvait observer de près, en tant que fils de patron. Il rompit rapidement avec l'entreprise de son père, ce qu'il écrivit à Marx en janvier 1845 : *« Le commerce est trop affreux... et ce qui est particulièrement affreux, c'est d'être non seulement un bourgeois mais un fabricant : un bourgeois qui intervient activement contre le prolétariat »*. Sa première rencontre avec Marx eut lieu en novembre 1842 à Cologne, au siège du *Rheinische Zeitung*, le journal de Marx dans lequel il écrivit également, mais c'est en août 1844 à Paris que leur amitié a démarré, après que Marx fut positivement impressionné par son *Esquisse d'une critique de l'économie politique*. Ils écrivirent alors ensemble pour *Deutsch-Französische Jahrbücher*, le journal des immigrés révolutionnaires allemands à Paris publié par Marx et Ruge, puis ils publièrent leur premier ouvrage commun, *La Sainte famille*, une polémique contre les jeunes hégéliens, en 1845.

C'est avec une ouvrière, Mary Burns, rencontrée à Manchester en 1843, qu'il partagea son intimité, sans pour autant se marier. Grâce à elle, il visita les quartiers pauvres, se rendit aux réunion des ouvriers, source inestimable pour *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, paru en 1845.

> *Engels fut le premier à déclarer que le prolétariat n'est pas seulement une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale.* (Lénine, *Engels*, 1895)

On peut lire dans cet ouvrage :

> *J'ai renoncé à la société et aux banquets... et j'ai consacré mes heures de loisir presque exclusivement à la fréquentation de simples ouvriers ; je suis à la fois heureux et fier d'avoir agi de la sorte. Heureux, parce que j'ai vécu de cette manière bien des heures joyeuses, tout en apprenant à connaître votre véritable existence... fier, parce que j'ai eu ainsi l'occasion de rendre justice à une classe opprimée et calomniée.*

Dès 1843, il prit part au mouvement chartiste, pour lequel il publia des articles (*Northern Star*) ; il était proche des partisans de Robert Owen, pour lesquels il écrivit aussi (*New Moral World*). En avril 1845 il rejoignit Marx à Bruxelles, où il polémiqua, *via* le comité de correspondance communiste, contre les courants petits-bourgeois dans la Ligue des justes, influencés par les idées de Proudhon. Peu après ils partirent pour l'Angleterre. Engels participa, en l'absence de Marx, au congrès de la Ligue des justes en juin 1847 à Londres, où le mot d'ordre « Tous les hommes sont frères » fut remplacé par « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » et où elle devint la Ligue des communistes.

Il participa à la révolution de 1848. Il prit part activement, aux côtés de Marx, à l'activité de l'association démocratique puis de l'association ouvrière de Cologne. Il se rendit à Paris puis, chassé pour être intervenu au banquet du nouvel an des immigrés allemands révolutionnaires, il partit en Suisse (à pied faute de moyens) puis rentra à Cologne, d'où il fut expulsé comme Marx pour avoir pris part à un soulèvement (Elberfeld). En août 1849, Marx l'invita à le rejoindre à Londres pour fonder un journal, la *Neue Rheinische Zeitung*. Mi-novembre 1850, faute de revenus, il quitta Londres pour travailler à la filiale de l'entreprise de son père à Manchester comme commis (puis cadre).

> *Les deux amis durent se séparer. L'un se rendit à Manchester, l'autre resta à Londres. Mais ils ne cessèrent de vivre l'un avec l'autre par la pensée : chaque jour, ou presque, pendant vingt ans, ils se firent part dans leurs lettres de leurs impressions et de leurs réflexions sur les événements politiques, ainsi que de la marche de leurs études.* (Lafargue, « Souvenirs personnels sur Engels », 1904)

Cette double vie permit à Engels de subvenir à ses besoins et d'envoyer régulièrement de l'argent à Marx. *« Sans l'appui financier constant et dévoué d'Engels, non seulement Marx n'aurait pu achever* Le Capital*, mais il aurait même fatalement succombé à la misère »* (Lénine, *Karl Marx*, 1914).

> *Je finis à l'instant de corriger les épreuves du livre I... voilà donc ce volume terminé. Si cela a été possible, c'est à toi seul que je le dois ! Sans ton dévouement pour moi, il m'aurait été impossible de faire les travaux énormes que demandent ces volumes.* (Marx à Engels, 16 août 1867)

Le livre I du *Capital* fut tiré à 1 000 exemplaires en septembre 1867 et Engels en fit la promotion en écrivant des recensions dans plusieurs journaux, ouvriers ou bourgeois.

Pendant cette période, Engels écrivit près de 120 articles pour le *New York Daily Tribune*, sur la guerre de Crimée (1853-1856), sur l'art militaire, sur la domination coloniale en Inde, sur la guerre de Sécession...

Il voyagea en Irlande en 1856, avec Mary Burns.

> *Ma femme était une vraie prolétaire irlandaise, de souche, et l'ardent amour inné qu'elle éprouvait pour sa classe m'était infiniment plus cher et me soutenait dans les moments critiques bien plus que n'auraient pu le faire toute la délicatesse et le fin esprit des filles « sensibles » et « instruites » de la bourgeoisie.* (Engels)

Il constata la misère des paysans et des ouvriers dans ce pays. *« On peut voir en prenant l'exemple de l'histoire irlandaise quel malheur c'est pour un peuple que d'en asservir un autre »* (Lettre à Marx, octobre 1869). Le contrat avec la firme dont son père était actionnaire expira en juin 1869. Il renonça à ses droits et reçut une compensation qui lui permit d'accorder une aide financière constante à la famille Marx. Il revint à Londres en septembre 1870.

Il soutenaitt inconditionnellement la Commune de Paris comme la première réalisation de la dictature du prolétariat.

> *Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat.* (Introduction à *La Guerre civile en France*, 1891)

Esprit curieux, il voyagea en 1888 aux États-Unis, et en perçut le potentiel pour la bourgeoisie :

> *Il faut vraiment voir de ses propres yeux ce pays dont l'histoire ne remonte pas plus loin que l'époque de la production marchande et qui est la terre promise de la production capitaliste.*

Il entrevoyait également les prémisses de la guerre de 1914-1918 :

> *Une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence encore jamais vues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront ; ce faisant ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles.* (Préface à S. Borckheim, *À l'intention des patriotards allemands de 1806-1807*, 1887)

Il avait saisi que la Russie était à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire en Europe :

> *La révolution russe donnera une nouvelle impulsion au mouvement ouvrier de l'Occident, réunira pour lui les meilleures conditions de lutte et rapprochera par la même la victoire du prolétariat industriel contemporain.* (postface de « Les problèmes sociaux de la Russie », 1894)

Il avait soutenu la première organisation marxiste russe, Libération du travail, créée en exil en 1883, notamment par Vera Zassoulitch à qui Engels écrivit :

> *Je suis fier de savoir que parmi la jeunesse russe il y a un parti qui accepte franchement et sans ambages les grandes théories économiques et historiques de Marx... C'est un progrès qui aura sa haute importance sur le développement révolutionnaire en Russie.*

Un internationaliste

Marx et Engels luttèrent toute leur vie pour la création d'une internationale. Ce furent d'abord des petites organisations : les Comités de correspondance communistes (1846-1947), la Ligue des communistes (1847-1852), la Société universelle des communistes révolutionnaires (1850).

> *La LdC prit bientôt un caractère plus international, en pratique parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne.* (Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, 21-22 septembre 1890)

L'Association internationale des travailleurs (AIT, 1864-1876) réalisa pour la première fois, de manière internationale, le passage de la classe ouvrière d'une classe en soi à une classe pour soi. Engels y fut actif après son déménagement à Londres et fut élu au conseil général de l'AIT en octobre 1870.

> *La révolution, c'est l'acte suprême de la politique, qui la veut dit vouloir le moyen, l'action politique, qui donne aux ouvriers l'éducation pour la révolution... Mais la politique qu'il faut faire c'est la politique ouvrière : il faut que le parti ouvrier soit constitué non comme la queue de quelque parti bourgeois mais bien en parti indépendant qui a son but, sa politique à lui.* (Conférence de l'AIT à Londres, septembre 1871)

Il polémiqua contre Bakounine et Guillaume, non seulement théoriquement mais aussi en raison de leurs pratiques sectaires de désorganisation de l'AIT, raison de leur exclusion. En 1873 notamment il écrivit sur l'insurrection espagnole qui avait eu lieu l'été, contre les anarchistes qui faisaient de la classe ouvrière un appendice du parti républicain bourgeois. *« Le plus important est de ne rien concéder et, en plus, de rester absolument calme »* (« Lettre à Karl Kautsky », 1884).

Il parlait et écrivait douze langues, en lisait une vingtaine, ce qui l'aidait à se lier avec des travailleurs de tous les pays. Cela lui permit notamment d'être correspondant de l'AIT pour l'Espagne, la Belgique, le Portugal, le Danemark et l'Italie, puis de réviser bien des traductions.

Engels joua un rôle majeur aux côtés des ouvriers conscients dans l'élaboration tactique, avec l'utilisation de toutes formes de lutte. Dans le cadre de l'AIT, il aida à la formation du parti en Allemagne, quand Bebel et Liebknecht s'émancipèrent de la bourgeoisie « libérale » et fondèrent le SDAP (Parti ouvrier social-démocrate) en 1869. Le SDAP fusionna, lors du congrès de Gotha en 1875 avec l'ADAV, fondée par Lassalle, pour fonder le SPD qui en 1877 comptait 32 000 membres actifs et 12 députés.

> *Un ou deux millions de voix... en faveur d'un parti ouvrier de bonne foi, sont en réalité infiniment plus précieuses que 100 000 voix obtenues par une plate-forme représentant une parfaite doctrine.* (Lettre à Florence Kelley Wischnewetsky, 28 décembre 1886)

Que l'action l'emporte sur le verbe ne signifie pas que le programme n'a aucune importance. Engels participa activement à la mise au point de celui adopté par le SPD au congrès d'Erfurt en 1891.

En effet, il continua le travail international après la mort de Marx. Il suivit attentivement l'activité militante de Laura Marx en France et de Jenny Marx en Angleterre. Il fut actif dans la préparation du 1er mai 1890 à Londres.

> *Le 1er mai reflète une situation claire et nette... deux camps opposés qui se distinguent fortement : d'un côté le prolétariat international, allant à la victoire sous le drapeau rouge de l'émancipation universelle, de l'autre les classes possédantes et réactionnaires de tous les pays, regroupées pour défendre leurs privilèges exploiteurs.*

Il aida Lafargue et Guesde (France), Liebknecht et Bebel (Allemagne), Vandervelde (Belgique), Hardie (Grande-Bretagne), Costa et Turati (Italie), Adler (Autriche), Nieuwenhuis, (Pays-Bas), Iglesias (Espagne), Plekhanov (Russie)... à organiser en 1889 le congrès socialiste international de Paris. Celui-ci aboutit à la création de l'Internationale ouvrière (la 2e Internationale) qu'il conseilla jusqu'à la fin de sa vie : organisation, correspondances, rencontres, polémiques contre les opportunistes (*« L'opportunisme "honnête" est peut-être le plus dangereux de tous »*, *Critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt*, 1891). Il fut président d'honneur du 3e congrès socialiste international à Zurich en 1893 qui exclut les adversaires de toute activité politique (anarchistes) et où Rosa Luxemburg intervint à 23 ans.

Ami intime et compagnon d'idées de Marx

Le travail commun de Marx et Engels était d'une rare complémentarité. *« Tu sais 1. que tout chez moi vient très tard, et 2. que je marche toujours dans tes empreintes »* (Marx à Engels, 4 juillet 1864). L'offensive contre Engels se trouve la première fois chez le philosophe Mondolfo, apparaît très clairement chez Lukács, puis chez de nombreux auteurs (Coletti, Avineri, Kolakowski, Jordan, Gamble, Carver, Callinicos...) qui préfèrent éviter de s'en prendre frontalement à Marx. Certains d'entre eux attribuent à la déviation qu'ils lui prêtent, une ouverture vers le stalinisme. On trouve en revanche des analyses sérieuses de la convergence Marx-Engels chez Mehring (*Karl Marx, histoire de sa vie*, 1918), Riazanov (*Marx et Engels*, 1922), Novack (*Polémiques de philosophie marxiste*, 1978), Hunley (*La Vie et l'oeuvre de Friedrich Engels*, 1991)...

> *La collaboration de ces deux amis –c'est dans ce contexte que ce mot atteint sa pleine signification !– s'étendit jusqu'à rendre impossible à quiconque de distinguer leurs travaux.* (Trotsky, « Lettres d'Engels à Kautsky », 1935)

Engels poussa Marx à s'intéresser à l'économie, au communisme. Il fut le premier à établir que Marx a fait deux découvertes, la plus-value (ou survaleur) et le matérialisme historique

> *Charles Darwin a découvert la loi de l'évolution de la nature organique sur notre planète. Marx est celui qui découvrit la loi fondamentale et constitutive qui détermine le cours et l'évolution de l'histoire humaine.* (« Allocution funèbre à l'occasion de la mort de Karl Marx », 1883)

Il mit de côté ses propres recherches pour passer des années à déchiffrer les manuscrits de Marx.

> *Pour mettre en ordre cet héritage, il faudra aussi pas mal travailler... mais ce travail m'est agréable je me retrouve avec mon vieil ami.* (« Lettre à Johann Becker », 22 mai 1883)

Il acheva les livres II et III du *Capital*, seul à pouvoir en comprendre l'écriture. En 1894, il écrivait à Kautsky son désir de *« se mettre dès que possible à travailler à ce livre* [une biographie de Marx] *sur lequel il rumine avec plaisir depuis longtemps »*. Il n'a pas eu le temps de le rédiger.

Engels a survécu à Mary Burns (décédée en 1863), au communiste Wilhelm Wolff qui légua sa fortune à Marx (1864), à Lizzy Burns, la soeur de Mary qui vécut avec Engels après son décès (1878), à Jenny von Westphalen, la femme de Marx (1881), à Marx (1883), à Jenny, fille de Marx et épouse de Longuet (1883), à Helene Demuth qui fut la gouvernante de Marx puis d'Engels (1890). En 1890, Luise Ronsperger, l'ex-femme de Kautsky et l'amie de Luxemburg, s'installa chez Engels. Décédé le 5 août 1895 d'un cancer de l'oesophage contracté quelques mois plus tôt, il léga ses biens à Laura et Eleanor, les deux filles de Marx encore en vie, aux enfants de Jenny, la fille de Marx décédée, à Luise Ronsperger et à la nièce de Lizzy Burns.

2 septembre 2020

L'attentat terroriste du 2 novembre à Vienne

L'attentat survenu le 2 novembre a réaffirmé le caractère réactionnaire du djiadhisme. L'exécution arbitraire de plusieurs travailleurs, qui avaient décidé de passer un peu de bon temps avant le deuxième confinement, montre bien que les islamo-fascistes n'ont qu'un seul objectif : semer la terreur pour diviser encore un peu plus la société.

Les instigateurs de ces crimes espèrent un déferlement de haine envers la communauté musulmane, entrainant une escalade de violence.

Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps avant que les effets s'en fassent ressentir dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Le gouvernement ÖVP-FPÖ antérieur de Sebastian Kurz et le gouvernement ÖVP-Grünen actuel du même premier ministre ont doté l'appareil d'État de nouvelles mesures : restriction des libertés fondamentales démocratiques, surveillance physique et numérique accrue. Des mesures prises en prévention de nouvelles attaques, bien accueillies et même réclamées par une partie de l'opinion.

Dans cette multitude de décisions gouvernementales, certaines mesures très inquiétantes avaient déjà été adoptées, mais évidemment éclipsées par la situation sanitaire actuelle, à la une des médias du pays. Dès l'été, l'Armée fédérale autrichienne a conclu un partenariat avec la Garde nationale américaine. Puis à l'automne, le ministère de l'Intérieur a équipé la police autrichienne de nouveaux projectiles équivalents aux balles dum-dum, utilisées en temps de guerre et très décriées.

Le soir même des attentats, le gouvernement n'a pas hésité à déployer l'armée et son commando d'élite, le Jagdkommando, dans la capitale. Ainsi, le gouvernement pourra mesurer la rapidité avec laquelle le bras armé de l'État bourgeois se rend opérationnel si la situation l'exige. Et plus particulièrement, lorsque la politique intérieure se dégrade.

Dans la nuit du 2 au 3 novembre, les insultes à l'encontre des musulmans et des migrants ont commencé à fuser. Encore une fois, c'est la prétendue « société parallèle » des étrangers et descendants d'étrangers qui est ciblée. Aujourd'hui, on accuse le gouvernement d'avoir mené antérieurement une politique migratoire trop laxiste et on demande aux gens de se désolidariser à tout prix de la communauté musulmane.

Étrange voire pervers lorsqu'on voit combien une société pluriethnique a le sens de l'entraide. Pour preuve, ce sont bien deux Turcs et un jeune Palestinien qui n'ont pas hésité à intervenir lors de l'attentat, au péril de leur vie.

En tout état de cause, ces attentats tombent à point nommé pour permettre au gouvernement d'accroitre la présence policière, la surveillance, les contrôles inopinés et l'intervention de l'armée dans nos rues.

Il ne faut pourtant pas oublier que des siècles de colonisation et des décennies de politique impérialiste ont été le terreau idéal à l'apparition des mouvements islamo-fascistes : découpage arbitraire des frontières en Afrique du Nord et dans tout le Proche-Orient, implantation de l'État colonisateur d'Israël... Sans parler des grandes puissances impérialistes qui ont tenté d'installer des régimes fantoches au prix de longues et sanglantes guerres, comme en Syrie. En attisant le feu de nombreux conflits armés, l'industrie de l'armement et ses intérêts capitalistes ont tout simplement conduit à la misère, l'exode et aux guerres de religion.

L'absence de partis ouvriers révolutionnaires capables d'offrir une alternative socialiste aux paysans et nomades opprimés, aux travailleurs précaires des villes et aux étudiants permet aux forces réactionnaires, fascistes et fondamentalistes d'utiliser le désarroi des masses à leurs fins contrerévolutionnaires.

Des groupes terroristes comme Al-Qaïda ont été créés de toutes pièces par les services secrets américains, grâce également aux liens étroits entre les États-Unis et les États arabes, plus particulièrement l'Arabie saoudite. Tant qu'Oussama Ben Laden combattait les troupes de l'URSS en Afghanistan, il était un interlocuteur privilégié des Américains. Dès que les fils de cette marionnette ont été coupés, il est alors devenu l'ennemi.

En Palestine, les chefs des gouvernements sionistes, qu'ils soient religieux ou prétendument travaillistes ont favorisé les groupes islamistes pour faire contrepoids aux partis laïques et les affaiblir. Tant que des millions de Palestiniens seront chassés de leur mère-patrie ou entassés dans des camps de réfugiés dans la bande de Gaza, la paix ne reviendra jamais dans la région.

Toutes nos pensées vont pour les victimes de ces attentats islamo-fascistes et leurs proches.

Cependant, nous rejetons catégoriquement toute tentative de récupération de cette tragédie à des fins de haine envers les migrants, la communauté musulmane ou autre minorité ethnique.

Les organisations de travailleurs du pays et les syndicats doivent oeuvrer de concert pour s'élever contre ces mobilisations fascistes et racistes. Cette politique de la terreur des islamo-fascistes ne doit être en aucun cas un prétexte à une alliance nationale avec la bourgeoisie qui, de par sa politique impérialiste est la cause majeure de toute cette situation.

4 novembre 2020, Gruppe Klassenkampf/Autriche